

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## La démocratie directe n'est pas un jeu informatique

Lancement de l'initiative populaire fédérale

«Pour une démocratie sûre et fiable (moratoire sur le vote électronique)»

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Après de longues années d'essais dans différents cantons et communes, les faits sont sur la table: le vote électronique s'est avéré inadapté à tous égards. Néanmoins, le Conseil fédéral insiste depuis deux ans sur la généralisation du vote électronique.<sup>1</sup> En juin 2018, il déclarait que, de l'avis de son groupe d'experts, le vote électronique «pourrait être développé comme un canal de vote sûr et fiable». En effet, il mentionna «plus de 200 tentatives réussies»<sup>2</sup> dans le pays mais omis de parler des nombreuses et sérieuses pannes ayant conduit au retrait du marché de divers logiciels, et du fait que de nombreux cantons ont à nouveau supprimé le vote électronique ou ne l'ont pas introduit. Les nombreuses réponses critiques au processus de consultation de l'automne 2018 n'ont pas plus fait changer d'avis le Conseil fédéral.

Afin de mettre un terme à cette activité de la Berne fédérale, la collecte de signatures pour l'initiative populaire en faveur d'un moratoire sur le vote électronique a été lancée le 16 mars 2019.

Pour le coup d'envoi, le comité d'initiative s'est réuni à Lucerne sous le grand portail au milieu de la Place de la gare par un magnifique temps printanier: un groupe très motivé de politiciens de divers partis et d'autres citoyens, issus pour la plupart du secteur informatique, presque tous âgés de moins de 30 ans.

C'est maintenant à nous citoyens de faire connaître cette nouvelle initiative populaire: collecter 100 000 signatures signifie des centaines de milliers de conversations d'homme à homme.

Vous trouverez ci-après le texte de l'initiative et les principaux arguments en faveur de l'initiative, ainsi que les entretiens avec le conseiller national Franz Grüter (UDC LU) et Hernani Marques du «Chaos Computer Club Switzerland», suivis des déclarations de deux autres membres du comité Jonas Inei-

### Initiative populaire fédérale «Pour une démocratie sûre et fiable (moratoire sur le vote électronique)»

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 39, al. 1<sup>bis</sup>

L'utilisation de procédures de vote électroniques est interdite.

Art. 197, ch. 12

12. Disposition transitoire ad art. 39, al. 1<sup>bis</sup> (Utilisation de procédures de vote électroniques)

- 1 L'art. 39, al. 1<sup>bis</sup> entre en vigueur dès que le peuple et les cantons l'ont accepté; dès son acceptation, toutes les dispositions du droit cantonal et du droit fédéral relatives aux procédures de vote électroniques cessent d'être applicables.
- 2 L'Assemblée fédérale peut lever l'interdiction par le biais d'une loi fédérale si une sécurité contre les manipulations au moins égale à celle du vote manuscrit est garantie, notamment si, dans le respect du secret de vote:
  - a. les électeurs peuvent vérifier, sans connaissances spécialisées particulières, les étapes essentielles du vote électronique;
  - b. toutes les voix sont comptées telles que les électeurs les ont données, conformément à leur volonté libre et réelle et sans influence de l'extérieur, et que
  - c. les résultats partiels du vote électronique peuvent être établis de manière univoque et non falsifiée et, si nécessaire, être vérifiés de manière fiable sans connaissances spécialisées particulières par le biais de nouveaux comptages de sorte à exclure que des résultats partiels ne répondant pas aux exigences des let. a et b soient reconnus.
- 3 Elle peut lever l'interdiction au plus tôt cinq ans après son entrée en vigueur.

chen, vice-président des Jeunes socialistes LU, et Simon Schlauri, député au Grand Conseil (Vert'libéraux ZH).

«Vote électronique, débranchons la prise!»

C'est le slogan avec lequel les auteurs s'adressent au public. L'initiative prévoit l'interdiction immédiate du vote électronique dans la Confédération, les cantons et les communes suite à son acceptation par le peuple souverain (art. 39 al. 1<sup>bis</sup> nouveau et al. 1 des dispositions transitoires). Au plus tôt après un moratoire de cinq ans, l'Assemblée fédérale peut lever l'interdiction au moyen d'une loi fédérale soumise à un référendum facultatif (al. 3 des dispositions transitoires). Cependant, cela n'est possible que dans des conditions strictes: il faudrait garantir qu'il

existe au moins la même sécurité contre les manipulations que pour le vote manuscrit (al. 2 des dispositions transitoires). Les conditions exactes permettant la levée de l'interdiction du vote électronique sont énumérées dans le texte de l'initiative dans l'al. 2 lit. a-c de la disposition transitoire.

La démocratie a besoin de confiance

C'est le jalon auquel le comité d'initiative mesure le vote électronique pour finalement le rejeter. Car les bulletins de vote en papier sont comptés au moins deux fois par une équipe de membres des différents partis politiques et d'autres citoyens, puis scellés et stockés dans les municipalités. Si nécessaire, elles peuvent être recomptées à tout moment. La voix transmise électroniquement, en

revanche, «s'enfonce dans une mer numérique de stockage d'octets et de bits – seuls quelques spécialistes comprennent comment les votes sont comptés. Le peuple souverain n'est pas en mesure de comprendre le processus, la confiance se perd.»<sup>3</sup>

Confiance dans les bureaux de vote – un exemple

Le 10 février, les électeurs de Soleure ont rejeté avec un résultat très serré de 2201 voix contre 2192 l'introduction d'un Parlement municipal (la ville de Soleure avec ses 16 000 habitants reste ainsi l'une des rares villes suisses avec une Assemblée communale). Selon la presse quotidienne, dans le canton de Zurich, par exemple, il faudrait effectuer un recomptage lors d'une décision aussi serrée (différence de 9 voix). A Soleure, la Commission en faveur du projet n'a pas exigé de recomptage, «après que la chancellerie municipale ait assuré avoir recompté trois fois. Le résultat était à chaque fois négatif, deux fois avec 9 voix de différence, une fois avec 15 voix». («Neue Zürcher Zeitung» du 11/2/19)

La confiance de la population suisse dans la démocratie et dans son administration municipale est grande – ne permettons pas la destruction de ce bijou par un système centralisé et dépersonnalisé.

<sup>1</sup> Communiqué de presse du Conseil fédéral du 5 avril 2017, cf. «Pourquoi le vote électronique s'associe mal avec la démocratie directe» par Marianne Wüthrich, *Horizons et débats* n° 11 du 15/5/17

<sup>2</sup> «Faire du vote électronique un canal de vote ordinaire: le Conseil fédéral projette d'ouvrir une consultation en automne 2018» Communiqué de presse du Conseil fédéral du 27/6/18

<sup>3</sup> Initiative populaire «Pour une démocratie sûre et fiable (moratoire sur le vote électronique)». Argumentaire de janvier 2019 ([https://e-voting-moratorium.ch/wp-content/uploads/Argumentarium\\_E-Voting-Moratorium\\_def.pdf](https://e-voting-moratorium.ch/wp-content/uploads/Argumentarium_E-Voting-Moratorium_def.pdf)).

## S'agissant d'une question aussi importante, la population doit avoir le dernier mot

Entretien avec le conseiller national Franz Grüter, entrepreneur informaticien et président du comité d'initiative



Franz Grüter  
(photo mad)

*Horizons et débats: Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de faire votre connaissance, Monsieur le Conseiller national. Qu'est-ce qui vous a amené à prendre la présidence du comité d'initiative?*

Franz Grüter: Cela ne vient pas seulement de moi, mais

de tous les membres du comité. Nous avons un comité avec une large assise soutenue par de nombreux partis et organisations n'ayant guère les mêmes positions politiques.

*Je l'ai remarqué, il s'agit d'une composition très diversifiée.*

Oui, et nous avons tous réalisé l'automne dernier que l'introduction du système de vote électronique, tel qu'elle est envisagée en Suisse, constituerait un risque élevé. Malheureusement, la réalité nous donne raison, il s'est passé beaucoup de choses. Nous entamons aujourd'hui le processus de la récolte

des signatures afin que le peuple suisse puisse décider lui-même s'il veut ou non prendre ces risques. Le pire scénario serait la perte de confiance dans notre démocratie.

*Comment se fait-il que le Conseil fédéral et la Chancellerie fédérale puissent qualifier le vote électronique comme entièrement sûr, malgré les nombreuses pannes, et à la promouvoir par tous les moyens?*

Toute cette mobilisation, ce réveil de la lutte contre le vote électronique, n'est apparue que lorsque la Chancellerie fédérale a annoncé, il y a environ deux ans, qu'elle souhaitait introduire le vote électronique dans 18 des 26 cantons d'ici aux élections nationales d'octobre 2019. A l'époque, je me suis renseigné auprès du Conseil fédéral pour savoir quand nous, parlementaires fédéraux, pourrions débattre de la question et exprimer nos points de vue sur ce projet et sur les risques qu'il comportait. On m'a répondu que cette question serait soumise au Parlement en 2020/2021. Sur quoi j'ai répondu: mais alors, il sera déjà introduit dans 18 cantons! C'est à ce moment-là que j'ai réalisé que le gouvernement tentait d'introduire ce projet de façon dissimulée, car il

n'est pas légitimé démocratiquement. Pour une décision aussi cruciale, la population doit avoir le dernier mot. Par la suite, nous avons essayé d'agir par le biais d'interventions parlementaires, mais ces dernières ont échoué. Voilà finalement la raison pour laquelle nous nous sommes dit: lançons une initiative populaire fédérale – car nous sommes convaincus que ce système centralisé comporte des risques trop élevés.

*Dans votre argumentation, j'ai lu qu'on pouvait également utiliser le vote électronique pour manipuler délibérément les votes.*

Oui, il y a environ une semaine, une Canadienne, experte en sécurité informatique de renommée mondiale, a analysé le code source d'un logiciel informatique dans le cadre d'un test d'intrusion en cours à la demande de la Poste Suisse. Elle a relevé que l'on peut pénétrer dans ce système et le manipuler, c'est-à-dire changer le nombre de voix, sans qu'on puisse le remarquer. La vérifiabilité revendiquée par la Poste Suisse n'est pas garantie. La possibilité que des élections ou des votes puissent être influencés a mené d'autres pays telles la Norvège, la Finlande, l'Angleterre,

la France et l'Allemagne à ne pas introduire le vote électronique ou, alors à interrompre son usage.

*L'objectif de l'initiative est donc uniquement la protection du vote démocratique devant être garanti par tout Etat démocratique.*

Oui, nous demandons un moratoire de cinq ans. D'ici là, beaucoup de choses peuvent se produire, certaines conditions peuvent changer. Par exemple, le vote électronique est aujourd'hui plus compliqué et plus coûteux que le vote par correspondance: les documents sont envoyés par la poste et les électeurs doivent gratter leur code. D'ici cinq ans, il pourrait y avoir des solutions alternatives décentralisées. Les bureaux de vote communaux et cantonaux doivent pouvoir vérifier si les résultats du vote sont réalistes. Si toutes les conditions de sécurité sont garanties, notre initiative permettra au Parlement de rendre à nouveau possible le vote électronique. Nous laissons une porte ouverte, mais pour le moment, il faut stopper le projet.

*Monsieur le Conseiller national, un grand merci pour cet entretien instructif.*



### A l'heure de la cyberguerre, un grand danger

«A l'heure de la «cyberguerre», de guerres économiques et de risques accrus de la piraterie informatique, il est fort dangereux de vouloir instituer un système de vote électronique. Suffisamment d'exemples de l'étranger – mais également de la Suisse! – ont montré que les infrastructures de vote électronique peuvent être manipulées.» (cf. interview de *Hernani Marques* du *Chaos Computer Club*)

### Le système de vote électronique genevois a été piraté

Il y a plusieurs années, le canton de Genève avait développé un système

## Arguments contre le vote électronique

repris par divers cantons. Après plusieurs pannes, celui-ci avait été retiré de la circulation. Maintenant, la fin du système est décidée:

«En novembre 2018, des hackers du *Chaos Computer Club* ont pu démontrer par une simple attaque «Man-in-the-Middle» contre le système de vote électronique du canton de Genève qu'il est possible, sans grand effort, de rediriger un vote vers un faux serveur sans que la manipulation ne devienne apparente pour l'électeur. Précédemment déjà, il s'était avéré que le système genevois possédait des lacunes de sécurité considérables. Bien que les développeurs [...] avaient assuré que tout cela n'était pas si grave, le système genevois sera en tout les cas abandonné d'ici fin 2020 ...» (Argumentaire p. 7).

### «Le système de vote électronique de la Poste Suisse s'effondre: tirez immédiatement la sonnette d'alarme!»

Actuellement, le seul système suisse de vote électronique restant est celui de la Poste. La Poste Suisse (c'est-à-dire le Conseil fédéral) a invité les pirates informatiques à attaquer son système. Plusieurs milliers de pirates y ont participé. Le test s'est déroulé du 25 février au 24 mars 2019 (*swiss info SWI* du 14/2/19). Avant même la fin de la phase de test, l'inadaptation du système avait déjà été prouvée à plusieurs reprises.<sup>1</sup> Il est égale-

ment choquant de constater que le logiciel de la Poste Suisse a été développé par la société espagnole *ScytI*, se trouvant aux mains des Etats-Unis (communiqué du comité d'initiative du 1<sup>er</sup> février).

### De plus en plus de cantons quittent le système

Alors que la Confédération veut avancer l'introduction du vote électronique, la résistance s'accroît dans les cantons. En 2018, les Parlements cantonaux de Bâle-Campagne, d'Uri et du Jura ainsi que le Conseil d'Etat du canton de Glaris ont rejeté une phase test, tandis que le Grand Conseil zurichois a décidé fin 2018 d'arrêter tout investissement dans le vote électronique. En Argovie et à Bâle-Ville, des initiatives correspondantes sont en cours (Argumentaire, p. 8).

### Coûteux et sans les avantages prétendus

«Le processus de vote électronique n'est ni plus simple, ni moins coûteux, ni plus rapide. Les documents doivent toujours être envoyés par la poste. [...] Pour de nombreux citoyens, le vote électronique sera beaucoup plus compliqué que le vote par correspondance» (Argumentaire, p. 3). Selon les calculs du Conseil fédéral, l'introduction du vote électronique à l'échelle nationale coûterait au moins 620 millions de francs au cours des dix premières années (Argumentaire, p. 6). Est-il

nécessaire de dépenser les deniers publics pour un système douteux et peu sûr? Et cerise sur le gâteau: l'argument principal des partisans, selon lequel le vote électronique augmenterait la participation des jeunes, ne s'est pas avérée juste pendant la phase test dans les cantons (p. 6). Mis à part le fait que notre pays ait besoin de jeunes citoyens apprenant à se préparer aux votes et aux élections dans des cours d'éducation civique – faire quelques clics sur l'ordinateur demeure insuffisant.

### La confiance dans les décisions prises démocratiquement est essentielle à la coexistence pacifique

«C'est pour quoi nous disons: pas d'expériences avec la démocratie directe – on ne joue pas avec les droits populaires» (Argumentaire, p. 5). Tout citoyen avisé ne peut que se joindre à cette mise en garde du comité d'initiative. La procédure suisse de vote et d'élection soigneusement élaborée au cours des siècles ne peut exister que de manière décentralisée; elle doit être ancrée dans la population et dans l'organisation des communes. Un système électronique centralisé et contrôlé par l'administration fédérale ne peut répondre aux exigences du modèle suisse.

<sup>1</sup> cf. interview avec *Hernani Marques* du *Chaos Computer Club*; cf. également «Grave erreur découverte dans le système de vote électronique de la Poste Suisse» in: «*Neue Zürcher Zeitung*» du 12/2/19

## Le vote électronique ne permet pas de contrôler, si le résultat correspond à la volonté populaire

Entretien avec *Hernani Marques*, membre du «*Chaos Computer Club*»\*



*Hernani Marques*  
(photo mw)

*Horizons et débats: J'ai beaucoup lu et entendu parler du «Chaos Computer Club». Je suis heureuse de faire votre connaissance. Comment avez-vous découvert que le vote électronique n'est pas sûr?*

*Hernani Marques: Nous sommes un club informatique, une asso-*

ciation de pirates de la société civile, et nous nous occupons en profondeur de la technologie informatique, mais aussi de son influence sur la société. Nous sommes des fans de l'informatique, ne l'oubliez pas. Mais quand il s'agit de vote électronique, on tente de faire la quadrature du cercle. On veut que le vote reste secret (garder le secret du vote), mais tout de même assurer que tous les votes soient valides et non manipulés. En principe, il s'agit d'un système intrinsèquement opaque. Si vous le comparez à une feuille de papier avec un vote par oui ou par non et une carte de vote devant se trouver en parfaite adéquation à la quantité au bureau de vote, on réalise que ce n'est tout simplement pas la même chose. En tant que citoyen, mais aussi en tant que commission électorale, on ne peut, avec le vote électronique, pas vraiment contrôler, si la totalité des votes exprimés correspond réellement à la volonté populaire.

*Pouvez-vous décrire de quelle manière les votes peuvent être manipulés?*

Nous avons commencé à montrer des attaques, par exemple sur la façon dont on peut détourner le citoyen vers un faux site pour intercepter les codes dont il a besoin pour débiter son processus de vote. Vous pouvez également l'empêcher de voter: par

exemple, s'il choisit un vote différent de celui que l'attaquant désire, on peut interrompre la connexion. De telles histoires sont possibles dans l'espace numérique, ce qui n'est pas facile à faire avec le vote manuscrit.

Il est évident que chaque enfant peut falsifier un bulletin de vote, surtout lorsqu'il vote par correspondance, là, il y a moins de contrôle possible que dans les bureaux de vote. Cependant, nous sommes ici en Suisse

et nous considérons qu'il est peu probable qu'un si grand nombre de faux bulletins soit remplis pour sérieusement influencer le résultat final. De temps en temps, il y a des incidents locaux où quelqu'un tente de faire une chose pareille, mais il n'a pas grande chance d'aller loin. Après quelques dizaines ou quelques centaines peut-être, comme il y a quelque temps en Valais, où une personne a sorti les enveloppes de vote des boîtes aux

lettres privées pour les falsifier, cela est reconnu, puis vous pouvez faire une enquête. Dans ce cas-ci, plusieurs personnes se sont plaintes de ne pas avoir reçu leurs documents de vote, puis on a contrôlé les cartes de vote arrivées à la commune et on a vu que les signatures étaient falsifiées. Il y avait environ 200 cartes. A l'aide d'échantillons d'ADN on a découvert l'auteur, c'est une seule personne. Il a été condamné à 12 mois de prison avec trois ans de sursis et une lourde amende.

*Mais il n'y a eu qu'un seul cas de ce genre.*

Oui, c'était une assez grosse affaire. Il y a certainement eu d'autres cas, plus petits, qui ont été révélés. La différence est que dans le vote électronique, il n'y a pas d'écriture manuscrite, ce sont simplement des données. Vous pouvez vraiment voter en grand nombre au nom d'autres personnes, si vous pouvez obtenir les codes nécessaires. Alors, nous sommes face à un sérieux problème parce qu'on ne sait pas que faire. Faut-il répéter le vote? Il n'a guère de certitude. En outre, on est incapable d'identifier le coupable.

Un autre aspect est qu'un tel système est exploité au niveau intercantonal, par exemple celui de la Poste. Celui-ci est actuellement totalement remis en question, comme le montrent les médias: il est très peu sûr, il permet même de prouver que tout est correct, bien qu'il y a des falsifications. Vraiment un désastre total! Ce sont des conditions absolument inacceptables. Nous n'avons vraiment pas besoin d'une telle chose dans notre pays.

*C'est la Poste Suisse elle-même (donc la Confédération) qui a demandé aux pirates informatiques de tester le système parce qu'à Berne, ils étaient convaincus qu'il ne pouvait pas être piraté.*

Oui, exactement. En fait, le rapport sur le test d'intrusion de la Poste Suisse n'était pas censé sortir avant la fin du mois de mars, à la fin du test – mais déjà à la mi-mars, le test commence totalement à dégénérer. Des attaques possibles ont été illustrées sur Twitter et dans les médias. Il y a vraiment des erreurs dans ce système, qui ne sont pas le fruit du hasard, parce que quelqu'un s'est trompé dans un détail ou quelque chose de semblable. Non, les lacunes sont si grandes qu'on a dû stopper tout le système. On ne peut continuer de la sorte!

Merci beaucoup pour vos explications. •

### Les spécialistes en sécurité informatique savent que les ordinateurs ne sont jamais sans failles

Entretien avec *Simon Schlauri*, avocat, professeur de droit et député du Grand Conseil zurichois (Vert'libéraux)

*Horizons et débats: Simon Schlauri, comment avez-vous rencontré ce comité d'initiative en tant que membre des Vert'libéraux?*

*Simon Schlauri: On m'a contacté et en tant qu'avocat spécialisé en droit des technologies de l'information, j'étais tout à fait d'accord de m'impliquer, car je connais les risques du vote électronique depuis de nombreuses années.*

*Pourquoi la Chancellerie fédérale tente d'imposer ce projet, bien qu'il soit aussi discuté et controversé?*

Pour être honnête, je me pose la même question. Un problème majeur réside dans l'implication fréquente de personnes ayant peu d'expérience en technologie de l'information (IT). Il me semble que les gens

disposant d'une familiarité avec la sécurité informatique ont davantage de respect des risques parce qu'ils savent que les ordinateurs ne sont jamais sans failles. Ce risque existe également avec le vote électronique.

Un point important concernant la sécurité du système de la Poste suisse consiste dans la constatation par les experts d'un amateurisme dans la création du code et de la présence de failles de sécurité dans la vérification des résultats des votes. Dans le cas du vote électronique, cependant, le fonctionnement doit être sûr: les électeurs doivent pouvoir contrôler avec certitude la prise en compte réelle de leurs voix. En raison des lacunes apparaissant actuellement dans le système de la Poste, je m'attendrais à ce que la Confédération renonce d'elle-même au vote électronique.

### Sans confiance dans les instruments démocratiques, les décisions politiques ne sont tout simplement plus possibles

La Jeunesse socialiste Suisse a été le premier parti de jeunes à soutenir officiellement cette initiative

*mw. La présence de nombreux jeunes au sein du comité d'initiative est particulièrement réjouissante. L'un d'eux est Jonas Ineichen, vice-président de la Jeunesse socialiste (JS) du canton de Lucerne.*

*Horizons et débats: Jonas Ineichen, pourquoi la JS Lucerne participe-t-elle à cette initiative?*

*Jonas Ineichen: La Jeunesse socialiste Suisse a été le premier parti de jeunes à soutenir officiellement cette initiative. Depuis plusieurs années en arrière, elle avait déjà émis des critiques envers les pro-*

jets d'introduction du vote électronique dans toute la Suisse. La JS du canton de Lucerne s'engage pour une numérisation bien réfléchie et profitant à tous. Toutefois, à mon avis, le vote électronique ne répond actuellement pas aux exigences d'une numérisation responsable. Il est tout sauf efficace d'introduire une technologie ayant le potentiel destructeur de saper définitivement la confiance dans les instruments démocratiques. Sans cette confiance, les discussions politiques et avant tout les décisions ne sont tout simplement plus possibles.

\* Le *Chaos Computer Club Switzerland* (CCC-CH) a été créé en 1985 en tant qu'association, au début des années 90, cependant, ses activités associatives ont cessé. En 2012, le club a été refondé à Berne. Une quarantaine de délégués de différents groupements locaux ont fondé une association faitière par un acte symbolique sur la Place fédérale à Berne. Elle encourage l'échange d'expériences entre les pirates informatiques en Suisse et peut représenter leurs intérêts auprès du public et des autorités politiques. Elle peut également promouvoir la formation technique et scientifique. L'association est neutre au niveau politique et confessionnel. ([www.ccc-ch.ch](http://www.ccc-ch.ch))

# 20 ans après le 24 mars 1999: les crimes de guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie ne doivent pas rester impunis

par Karl Müller

Quiconque a entré les mots «20 Jahre, Nato, Jugoslawien» sur Google le 17 mars 2019, donc juste une semaine avant le 20<sup>e</sup> commémoration de l'attaque de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, a trouvé en première page deux entrées du site KenFM, deux de RT Deutsch et à chaque fois une entrée sur Wikipédia, komintern.at, barth-engelbarth.de, frankfurter-erklarung.de et nachdenkseiten.de. En cliquant sur la rubrique «News», on y trouvait huit entrées de RT Deutsch, une entrée de Telepolis et une de Sputnik Deutschland en première page.

## Aucun intérêt officiel au 24 mars 1999

Donc aucune entrée des médias dits «grand public» sur les premières pages – et si vous faites une recherche sur le site web de l'OTAN, vous trouverez dans le «Calendrier des événements» des références aux 20 ans de l'élargissement de l'OTAN le 18 mars, à des manœuvres de l'OTAN avec la Géorgie le 18 mars, à une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN le 3 avril et pour le 20 mai à un colloque de l'OTAN en Norvège intitulé «L'OTAN et le Grand Nord» – mais pas un mot sur le 24 mars 1999.

Il est honorable (et tout aussi important) que 20 ans après l'attaque de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, il y ait encore des gens se souvenant de l'injustice de cette époque. Jürgen Elsässer – qui, comme beaucoup d'autres personnes dont les noms ne sont pas mentionnés ici, a déjà présenté il y a plusieurs années de bonnes analyses – a publié un numéro spécial de plus de 70 pages de son magazine Compact. Deux grandes conférences internationales sur la guerre de l'OTAN ont lieu à Belgrade.

Mais après avoir fait cette brève recherche, on constate à quel point les Etats membres de l'OTAN, et notamment l'Allemagne, ne désirent pas être rappelés à ce 24 mars 1999 et la chaîne de décisions et d'événements qui y est associée. Un jour devant être décrit comme une césure historique – notamment pour l'Allemagne.

## L'attaque était contraire au droit international

Pour la première fois depuis sa fondation en 1949, les gouvernements de tous les Etats de l'OTAN – c'est-à-dire pas seulement celui des Etats-Unis, dont on connaissait déjà la velléité à déclencher des guerres contraires au droit international – avaient décidé d'attaquer un Etat membre des Nations Unies par des bombardements aériens. Cela s'est fait sans qu'un Etat membre de l'OTAN ait été atta-



Le pont détruit de Varvarin est devenu le symbole mortel des attaques de l'OTAN. Varvarin est un village serbe d'environ 2200 habitants. Le 30 mai 1999, il a été bombardé à deux reprises par des avions de l'OTAN, en plein jour, lors d'une fête folklorique à l'occasion de la Fête de la Trinité orthodoxe. La majorité des victimes (10 morts et 17 blessés graves) a été tuée lors de la deuxième vague d'attaques sur le pont déjà détruit, tandis que les secouristes tentaient de récupérer les morts et les blessés de la première vague d'attaques. (photo mad)

qué, sans «menace ou violation de la paix ou acte d'agression» selon l'article 39 de la Charte des Nations Unies et sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'attaque était une violation du droit international – et également un acte anti-constitutionnel pour l'Allemagne. Selon les estimations, les bombardements ont coûté la vie à quelque 3500 personnes, pour la plupart des civils, et environ 10000 ont été blessés. Le nombre de victimes suite à la contamination radioactive et d'autres empoisonnements ne peut encore être estimé. Les coûts directs de la guerre ont été estimés par une étude de la Bundeswehr allemande à environ 23 milliards d'euros, dont environ 13 milliards pour les destructions commises en Yougoslavie. Les coûts de reconstruction sont estimés entre 30 et 300 milliards d'euros.

## Des faits aujourd'hui avérés

Quelques-uns des faits aujourd'hui avérés:

- la justification émise par l'OTAN, selon laquelle ses bombardements visaient à prévenir une catastrophe humanitaire causée par la Serbie («intervention humanitaire»), était une propagande mensongère délibérée, car les autorités compétentes disposaient de l'information de l'absence de toute catastrophe humanitaire causée par les Serbes et de menace d'une telle catastrophe;

- les négociations menées avant le début de la guerre n'étaient pas de réelles négociations, mais l'aboutissement à un ultimatum adressé à la Serbie, dans lequel l'OTAN visait soit à la soumission totale de la Serbie ou au déclenchement de la guerre;
- l'implication du gouvernement russe dans les négociations précédant le début de la guerre, a été complètement ignoré par l'OTAN après la décision définitive de commencer les bombardements;

## Peu de considération pour les victimes civiles

- pendant la guerre, l'OTAN n'a guère pris en considération la population civile et a même délibérément visé des personnes civiles;
- l'OTAN a délibérément et massivement détruit les infrastructures et l'industrie serbes;
- l'OTAN a – en connaissant les conséquences – utilisé des armes à l'uranium et provoqué une contamination radioactive des terres et des cours d'eau. D'autres dommages environnementaux dévastateurs ont été causés par le bombardement de l'industrie chimique et des raffineries en Serbie;
- pendant la guerre, la propagande de guerre concertée de l'OTAN a été adoptée presque sans critique par tous les grands médias dans tous les Etats de l'OTAN et la plupart

des habitants de ces pays ont obtenu une image totalement déformée de la réalité;

## But envisagé

- l'objectif réel de la guerre était la domination de l'OTAN et notamment des Etats-Unis sur l'ensemble du territoire de l'ex-Yougoslavie et sur toute l'Europe du Sud-Est, pour y empêcher toute possibilité d'une éventuelle influence russe.

Les responsables de l'époque ne veulent, même 20 ans plus tard, toujours pas qu'on leur rappelle leurs crimes. La vérité sur cette guerre doit rester cachée au grand public.

## La conséquence en est l'érosion de l'Etat de droit et de la conscience du droit

Mais la conséquence amère de cette attitude est une érosion fondamentale, presque irréparable, de l'Etat de droit et de la conscience du droit, sans parler de la violation de la conscience humaine. L'absence actuelle d'une culture du débat public honnête et sur un pied d'égalité, en particulier en Allemagne, trouve son origine notamment là. Un film documentaire de la WDR sur la guerre en Yougoslavie de 1999 et le rôle joué par l'Allemagne, diffusé en 2001, était intitulé «Es begann mit einer Lüge» [Tout a commencé par un mensonge] – une formulation adaptée également à toutes les guerres suivantes. Les mensonges des politiciens responsables, des militaires, des médias, etc. au sujet de la guerre en 1999 furent suivis de beaucoup d'autres mensonges et ils se poursuivent encore à l'heure actuelle. Là, où les mensonges sont devenus trop évidents, on tente d'étouffer la vérité. On n'en parle pas ... comme si les problèmes pouvaient être résolus en les réprimant.

## La vérité doit être mise sur la table

Pour qu'une société, un Etat, une politique comme celle de l'Allemagne puisse réellement s'améliorer et guérir, la vérité doit être mise sur la table, toute la vérité, officiellement et pour le grand public. Les décideurs responsables de l'époque doivent assumer leurs responsabilités, c'est-à-dire qu'ils doivent être traduits en justice. Les crimes de guerre graves ne sont pas prescrits. Les victimes de la guerre doivent être indemnisées, dans la mesure du possible. L'Etat attaqué a le droit de faire supporter les coûts de la guerre et ses conséquences par les auteurs de la guerre. Les Etats de l'OTAN impliqués à l'époque doivent en être tenus responsables, car les criminels de guerre ont agi en leur nom. Ne nous y trompons pas: la paix sans la moindre justice ne fonctionne pas. •

# De la guerre des devises à la guerre militaire

par Eberhard Hamer, professeur ès sciences économiques



Eberhard Hamer  
(photo mad)

Le système financier mondial est dominé par un syndicat: le Conseil de stabilité financière (CSF) réunit, sous la supervision de la Banque fédérale de réserve (FED), les grandes banques atlantiques,<sup>1</sup> elles-mêmes contrôlées par sept familles.<sup>2</sup> «Les géants pétroliers Exxon Mobil, Royal Dutch Shell, BP et Chevron y sont également étroitement liés. Les sept familles disposent des majorités actionnaires dans pratiquement la totalité des 500 premières entreprises.»<sup>3</sup>

«La méthodologie de la domination financière mondiale est en fait assez simple: l'Amérique importe beaucoup plus de biens qu'elle n'exporte, de sorte que les dollars (fraîchement imprimés) sortent des Etats-Unis pour atterrir dans les banques centrales des autres pays. Les Etats-Unis refusant de payer leurs dettes en or, les banques centrales sont obligées d'investir des dollars en obligations et autres instruments financiers. Il en résulte un système d'endettement mondial, dominé par les Etats-Unis, qui fait prospé-

rer l'économie américaine au détriment des autres».<sup>4</sup>

Suite à la prolifération effrénée du dollar et à la bulle d'endettement grandissante qui en résulte (32 billions de dollars), le dollar représente un risque financier toujours plus accentué. La bulle éclaterait si le monde refusait d'accepter le dollar. C'est en effet la régence du dollar qui permet au syndicat financier mondial de dépenser de l'argent à mauvais escient. Cette hégémonie du dollar est maintenue par la présence mondiale des armées américaines. Ainsi, la quasi-totalité des pays du monde se retrouvent assujettis par endettement envers le Syndicat financier américain, la plupart d'eux sont contraints à tolérer sur leur territoire, des troupes d'occupation ou des bases américaines qui assurent leur servitude pour dettes (Ramstein en Allemagne, Camp Bondsteel au Kosovo et autres).

Cependant, à maintes reprises, des pays individuels ont tenté de sortir de l'assujettissement par endettement imposé par l'empire du dollar afin d'engager leurs ressources en faveur du bien-être national plutôt que pour le syndicat financier mondial. Pour contrecarrer de tels efforts, l'empire mène en permanence des guerres économiques et financières sous diverses formes:

- Les agences de notation du syndicat financier monopolisent l'évaluation de la sol-

vabilité des Etats. Un pays mal noté doit payer des taux d'intérêt plus élevés sur les prêts.

- Les blocus financiers, par exemple contre le Venezuela ou l'Iran, empêchent toute transaction financière avec les pays concernés, les excluant ainsi pratiquement du système monétaire mondial afin de le rendre insolvable.
- Les sanctions économiques bloquent les importations ou exportations du pays visé.
- Les accords sur les prix (dépression artificielle des prix à l'importation) réduisent la solvabilité des Etats rétifs jusqu'à ce qu'ils abandonnent.
- Les actions judiciaires contre les concurrents des banques ou entreprises anglo-saxonnes visent à réduire leur compétitivité (actions américaines en justice contre VW (23 milliards de dollars) ou la Deutsche Bank (12 milliards de dollars).
- En même temps, un système d'espionnage américain opérant à l'échelle mondiale garantit que tous les systèmes numériques dans le monde soient contrôlés, évalués, écrémés au profit des Etats-Unis et soumis au régime numérique américain.
- Une idéologie de la globalisation lutte pour les «quatre libertés» (libre circulation du capital, des produits, des services et des travailleurs) afin de briser les struc-

tures nationales, les systèmes sociaux et les démocraties, tout cela en faveur de l'empire du dollar.

La domination mondiale du dollar est assurée militairement. «Le cartel bancaire envoie l'armée américaine, qui dévore plus de la moitié de l'ensemble des budgets militaires du monde entier, partout où elle voit ses intérêts menacés.»<sup>5</sup> Partout où l'hégémonie du dollar américain est remise en cause, les moyens de guerre financière ou économique mentionnés ci-dessus s'emploient dans le but de rétablir la soumission. Mais si les pays ou les gouvernements se montrent têtus, s'ils ne veulent plus vendre leurs matières premières pour des dollars ou même ne plus accepter le dollar lui-même, le syndicat financier exige l'intervention de l'armée américaine:

- En novembre 2000, Saddam Hussein refusa d'accepter le dollar en échange du pétrole irakien; il accepta néanmoins l'euro, ce qui fit dévaluer le dollar.
- En 2003, l'Irak fut attaqué parce qu'il rejetait la dictature du dollar. Ainsi la menace pour le dollar fut éliminée.
- De même, le dirigeant libyen Kadhafi tenta de ne plus utiliser le dollar dans son commerce pétrolier. Aussitôt son régime fut exposé à des soulèvements et à une inter-

## «L'ultra-gauche joue un rôle déterminant dans la propagation de la violence»

Interview d'Eric Delbecque accordée à Alexandre Devecchio («Le Figaro»), France\*



Eric Delbecque (photo www.ericdelbecque.fr)

*jpv. Le samedi 16 mars 2019, des violences extrêmes ont été perpétrées en marge des manifestations sur les Champs-Élysées à Paris. Les médias ont diffusé les images d'une multitude de vitrines cassées, de magasins cambriolés, de maisons, de restaurants*

*et de kiosques incendiés.*

Différents médias suisses ont parlé en termes généraux de *Gilets jaunes violents*. Cela ne correspond pas à la réalité. Dans les médias français, la plupart du temps, une nette séparation a été faite à juste titre dans les récits entre les *Gilets jaunes* et les groupes des *Black blocs* (également venus de pays voisins) et de l'ultra-gauche temporairement immergés dans les rassemblements. Les analyses publiées étaient presque unanimes pour dire que la direction des forces de police avait échoué, puisque les forces de l'ordre n'avaient pas été en mesure d'empêcher les destructions massives. Les partis d'opposition ont donc exigé la démission de Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur politiquement responsable. Le président Macron a décidé de ne pas lui retirer sa confiance, mais il a limogé le directeur de la préfecture de police et un autre chef de la police. Dans l'interview ci-dessous, un spécialiste français de la sécurité intérieure s'exprime.

*Le Figaro: Les violences ayant accompagné la manifestation parisienne [acte XVIII du 16/3/19] sont-elles le fait de Gilets jaunes radicalisés ou portent-elles la marque de l'ultra-gauche que vous décrivez dans votre livre?*

**Eric Delbecque:** L'ultra-gauche joue un rôle déterminant dans la propagation de la violence. Je crois que la formule de «Gilets jaunes radicalisés» ne correspond à aucune

\* Eric Delbecque est historien, expert en sécurité intérieure et auteur du livre intitulé «Les Ingouvernables – De l'extrême gauche utopiste à l'ultra-gauche violente. Plongée dans une France méconnue» (Grasset 2019).

réalité. Aujourd'hui, nous voyons agir trois types d'individus: des troupes de l'ultra-gauche, des adeptes de la violence portant un gilet jaune pour se donner un prétexte politique et des casseurs voulant piller et faire leurs courses. Il y a sans doute quelques éléments de l'ultra-droite groupusculaire mais c'est une composante marginale.

*S'agit-il de zadistes,<sup>1</sup> de Black blocs? Quelle différence?*

Les Black blocs ne sont pas un mouvement, mais un mode opératoire. Leur but est de défier les forces de l'ordre et de mener une véritable guerre de l'information dont les buts stratégiques prioritaires sont les suivants: témoigner de leur force de frappe, provoquer la police et la gendarmerie en espérant des dérapages permettant d'installer la thèse malhonnête des «violences policières». Signalons au passage que dans notre démocratie, c'est une formule qui n'a pas de sens. Il arrive que des manquements à la déontologie se produisent (ils sont alors réellement sanctionnés): en revanche, faire passer les policiers et les gendarmes pour des brutes se révèle d'une bêtise insondable. Sous les capuches et les cagoules noires se retrouvent des militants de l'ultra-gauche qui peuvent être ou avoir été des zadistes, des antispécistes violents, des militants de l'anarchisme autonome, des héritiers intellectuels du syndicalisme révolutionnaire et des adeptes des multiples courants de la galaxie contestataire ultragauchiste.

*Pourquoi ces groupuscules connus des services de police ne sont pas arrêtés et maîtrisés?*

*jpv. Devant une commission parlementaire sénatoriale, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a précisé le «lourd bilan» de la journée du samedi 16 mars dans les abords des Champs-Élysées:*

- 27 magasins pillés
- plus de 130 commerces dégradés
- 79 feux dont 5 bâtiments incendiés
- 30 policiers, gendarmes et pompiers blessés – en nombre de blessés, «le bilan le plus lourd pour les forces de sécurité intérieure» depuis le début des Gilets jaunes.

lar et évolue donc, de plus en plus, en Etat ennemi du Syndicat financier atlantique.

Lors de la campagne électorale, *Hillary Clinton* avait promis «de commencer la guerre contre la Russie en Ukraine et en Syrie d'ici le mois de mars», mais elle s'est ensuite corrigée, en disant qu'on n'y parviendrait pas avant mai 2018. Par bonheur, elle n'a pas été élue.

Le dos contre le mur, l'Amérique est pourtant toujours sous double pression:

- L'effet de la pression effrénée sur le dollar a conduit à une quantité de dettes uniques dans l'histoire des Etats-Unis (32 milliards de dollars) qui peuvent s'effondrer à tout moment si d'autres pays importants n'acceptent plus le dollar, si les banques du système financier tombent en faillites ou si les pays surendettés deviennent insolubles. L'empire du dollar a jusqu'à présent tenté de corriger ces dangers avec des prêts à intérêt zéro, ce qui devient de plus en plus difficile à maintenir. La dévaluation d'une monnaie de référence (dollar) en hausse incontrôlée est finalement certaine. La confiance diminue. Le syndicat financier prépare donc déjà l'interdiction des espèces et le remplacement de l'argent-monnaie par de l'argent numérique.
- L'empire du dollar ne peut être soutenu qu'avec un boom constant. Cela présuppose une exploitation élevée de la capacité de l'économie. Cependant, l'économie américaine produit pour 70% des armes, de sorte que l'économie américaine n'est florissante que lorsque l'industrie de l'armement est en plein essor. Celle-ci ne peut se développer que si elle peut vendre ses produits, c'est-à-dire s'il y a suffisam-

Certains sont identifiés, d'autres réussissent à passer en dessous du radar, d'autres sont de nouvelles recrues. Il faut travailler sur la cartographie exacte de cette radicalité politique. Tout le problème se situe là: nous nous sommes concentrés dans les dernières années sur le terrorisme islamiste, ce qui est totalement compréhensible, mais en sous-estimant le potentiel de nuisance d'autres radicaux, ultra-gauche en tête. Nous devons comprendre que l'ensemble des radicalités politiques (islamisme radical, ultra-gauche et ultra-droite) constitue le danger prioritaire qui menace notre pays.

*Comment définissez-vous ces groupuscules sur le plan idéologique. Vous les appelez les «ingouvernables» ou encore les «Hipunk».<sup>2</sup> Pourquoi?*

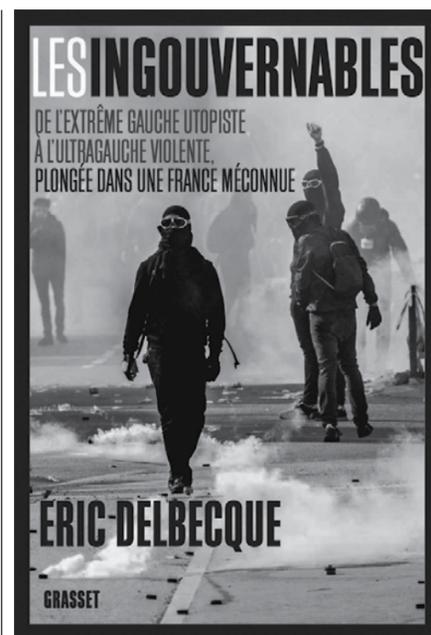
Parce que leur première caractéristique est le refus de l'autorité en général, donc de l'Etat. Ils ne refusent pas seulement le capitalisme, mais toutes les «dominations». Ils ne veulent «obéir» à personne. C'est ainsi que l'on peut expliquer le projet zadiste: la «zone à défendre» est une «zone d'autonomie temporaire» qui vise à devenir définitive ... Sur cet espace, il s'agit d'échapper aux lois de la République. C'est un rêve d'autogestion poussé à ses conséquences ultimes. Chacun ses mythes! Le problème, c'est que certains entendent utiliser la violence pour parvenir à réaliser leur objectif: la multiplication des ZAD et la fragilisation de l'Etat, du pouvoir en général.

*Ces groupes font prévaloir la tribu ou la communauté sur l'individu ou la nation?*

C'est forcément ce qui advient lorsque l'on refuse les fondamentaux de l'Etat-nation. L'absence d'Etat, l'anarchie, n'est pas synonyme d'émancipation. Les «ingouvernables» finissent par créer des groupes qui font prévaloir le tout sur les parties, le collectif sur les individus.

*Emeutes à Grenoble, violences à Paris ... Les territoires perdus de la République et les ZAD tendent-ils à se démultiplier? Dans votre livre, vous évoquez le spectre d'une «France léopard». De quoi s'agit-il?*

Les espaces qui échappent à la République tendent à devenir de plus en plus «autonomes». Nous renonçons progressivement à



ISBN 978-2-24681-733

les récupérer un jour ... Le message envoyé est le suivant: «Si vous parvenez à tenir en respect l'autorité républicaine suffisamment longtemps, vous finirez par vous rendre indépendants de la loi commune.» La France léopard, c'est l'avenir d'une nation qui prendrait l'habitude de voir son territoire devenir un gruyère socio-politique et idéologique: une enclave salafiste par ici, une communauté zadiste dans un autre coin, un quartier devenu une zone criminelle échappant au système judiciaire. Le contraire même de la civilisation telle que l'Europe la rêve depuis des siècles ...

Source: ©Alexandre Devecchio/Le Figaro du 18/3/19

<sup>1</sup> Zadistes: ZAD est l'acronyme de «Zone d'autonomie à défendre». Ce sont des zones plus ou moins grandes en ville ou à la campagne occupées par des forces militantes de gauche (zadistes) [ndlr.].

<sup>2</sup> Hipunk: combinaison de l'utopie romantique hippie et de la radicalité punk, du mythe orphique de la Nature et du nihilisme existentiel propre à la société de consommation. Les Hipunk ont renoncé à la Révolution marxiste par le haut – la dictature du prolétariat –, mais adopté une nouvelle tactique offensive: saper l'autorité publique par le bas, en investissant et multipliant les «territoires perdus de la République» [ndlr.].

### «De la guerre des devises ...»

suite de la page 3

vention militaire contre lui. Après l'assassinat de Kadhafi et la destruction de son système, la Libye fut réintégrée dans l'empire du dollar.

- La Russie, elle non plus, n'était plus disposée à accepter l'avantage du dollar américain par rapport aux autres devises. Elle a mis en place son propre système de paiement (PRO100) qui se trouvait en dehors de la portée du cartel bancaire international. Poutine a, en outre, privé le cartel pétrolier de se servir des réserves russes de pétrole et de gaz. Depuis lors, Poutine et la Russie se trouvent être les principaux ennemis de l'empire du dollar. Ils se font donc encercler militairement et sont combattus par tous les moyens dans une guerre financière et commerciale.
- Depuis plus de cinq ans, l'Iran est la cible des attaques monétaires, commerciales et juridiques du syndicat américain, car le pays se montrait décidé à vendre son pétrole non seulement en échange de dollars, mais également de toutes les autres devises. Des sanctions brutales à l'encontre de tous les potentiels acheteurs et partenaires commerciaux ont abouti à son exclusion totale du système financier mondial ainsi que de l'économie mondiale. Comme cet Etat ne fléchit toujours pas, la menace d'une action militaire est de plus en plus imminente.
- La Chine se démarque aussi du dollar en se dotant d'un système monétaire concurrent (Banque asiatique de développement) qui ne tolère plus la domination du dol-

ment de guerres dans le monde. La production américaine d'équipements militaires dépasse les 600 milliards d'euros, soit dix fois plus que celle de la Russie et plus de la moitié de la production mondiale d'équipements militaires. Le président américain exige des pays satellites d'acheter davantage d'armement (en provenance des USA), et il vend sans vergogne des armements à des dictatures (Arabie saoudite).

- Après le réarmement de l'OTAN et de l'Ukraine et après la fin de la guerre en Syrie, l'industrie américaine de la défense a besoin d'un nouveau coup de pouce pour relancer l'économie aux Etats-Unis au moyen d'une nouvelle guerre.

La politique américaine prétend toujours que la Russie, la Chine, l'Iran ou d'autres pays sont belliqueux et dangereux. Comme le montrent les dépenses militaires et les actes d'agression (sanctions, châtiments, etc.) des Etats-Unis dans le monde entier, ce sont avant tout les USA qui sont belliqueux et prêts à la guerre. A plusieurs reprises, ils ont mis en avant le Secrétaire général de l'OTAN, *Jens Stoltenberg*, et des hommes politiques des pays satellites (*Heiko Maas*, *Ursula von der Leyen*) pour diaboliser la Russie et exprimer des menaces de guerre.

Comme avant la Première Guerre mondiale, nous sommes donc dans une situation, où un petit événement pourrait déclencher un nouvel incendie mondial. Les dictatures et les empires ont toujours utilisé la guerre comme dernier recours quand ils ne savaient plus que faire. Si l'économie américaine s'effondre en raison d'un manque de demande d'armes ou de l'éclatement de la bulle d'endettement de l'empire du dollar, l'hégémonie du syndicat

financier mondial et de la puissance mondiale des Etats-Unis devraient disparaître. Ainsi on arriverait à un point, où les politiciens ne savent plus quoi faire et ils pourraient éventuellement avoir recours au dernier ressort.

Aux Etats-Unis, des voix s'élèvent déjà pour dire que la guerre contre l'Iran doit commencer cet été. Les préparatifs sont terminés.

Il n'est donc guère compréhensible que le monde ne prenne pas conscience du danger de guerre, que les marches pour la paix n'exigent pas la paix dans tous les pays comme par le passé et que les médias dirigés par le syndicat financier (par exemple la presse *Springer*) puissent s'attaquer à la Russie et à l'Iran, sans aucune opposition, au lieu d'exiger la paix. Nous avons besoin d'une «révolte de tous les amoureux de la paix» pour faire prendre conscience du danger de la guerre et de l'exigence de paix pour tous les peuples. Si nous restons inactifs et que nous ne la dénonçons pas à temps, la politique irresponsable des Etats-Unis et de l'OTAN pourrait nous replonger dans l'impasse de la guerre contre notre volonté.

Non seulement il est grand temps de mettre en garde contre cela, mais nous devons le faire à voix haute.

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> JP Morgan Chase, City Group, Wells Fargo, Deutsche Bank, BNP, Barclays

<sup>2</sup> Goldman Sachs, Rockefeller, Lehmann, Rothschild, Warburg, Lazard et Seifs

<sup>3</sup> Orzechowski, Peter. *Durch globales Chaos in die Neue Weltordnung*, Rottenburg 2016

<sup>4</sup> *ibid.*, p. 61

<sup>5</sup> *ibid.*, p. 62

# Une démocratie plus directe pour l'Allemagne (1<sup>re</sup> partie)

## Référendums (votes populaires)

par Christian Fischer, Cologne

Parfois, la démocratie «représentative» et la démocratie «directe» sont considérées comme opposées, et seule la seconde est qualifiée de «vraie» démocratie. On oublie que les possibilités de démocratie directe présupposent aussi un système parlementaire et que les démocraties «directes» doivent toujours être et sont des «formes mixtes». Une deuxième erreur s'est répandue par la théorie selon laquelle les démocraties «représentatives» ne sont pas et n'ont jamais été de vraies démocraties parce qu'elles ont été créées uniquement par les puissances économiques pour leurs propres intérêts et, en ce sens, fonctionneraient toujours de manière antidémocratique.<sup>1</sup> Ici cependant, aucune distinction n'est faite entre d'une part, les institutions créées par tradition pour différentes raisons rendant également possibles des processus décisionnels démocratiques et d'autre part, leur utilisation concrète – ou alors leur abus.

L'objectif de la contribution suivante divisée en plusieurs parties est de montrer comment une véritable démocratie en Allemagne peut devenir plus directe face à ces erreurs. L'accent est davantage mis sur les institutions existantes qui sont déjà à la disposition du peuple souverain, des citoyens, ainsi que sur les possibilités de leur développement ultérieur en démocratie directe et moins sur les abus concrets actuels. La première partie traite du cœur d'une démocratie directe: le référendum ou le vote populaire.

### La réalité

Il existe des formes de «démocratie directe» en Allemagne, c'est-à-dire la possibilité d'organiser des référendums, au niveau municipal (ici le référendum est appelé «consultation citoyenne»), dans presque tous les départements [Landkreise] (sauf jusqu'à présent dans le Bade-Wurtemberg et la Hesse) et dans tous les Länder (là, les Constitutions des Länder parlent du «référendum»). Les citoyens peuvent présenter directement des projets de loi aux Parlements des Länder [Landtag] et voter sur ces propositions, le cas échéant. Toutefois, il n'y a toujours pas de référendum au niveau fédéral, bien que la Loi fondamentale stipule que le pouvoir de l'Etat peut être exercé par le peuple lors d'élections et de votations (art. 20).

Pour permettre les référendums au niveau fédéral, l'article 76 de la Loi fondamentale devrait être amendé, car cet article détermine qui peut introduire des initiatives législatives dans le corps législatif – le souverain en tant qu'acteur direct a malheureusement été «oublié». Cela est réglé différemment, c'est-à-dire plus directement, dans les Constitutions des Länder. Au Bundestag (Parlement fédéral), il y a eu à plusieurs reprises des initiatives allant dans cette direction qui ont presque réussi. L'accord de coalition du gouvernement fédéral de 2018 contient pour la première fois une déclaration d'intention correspondante (point XIII 1.), dont la mise en œuvre n'est cependant pas encore entamée.

Au niveau des Länder, il existe des quorums variables pour demander un vote et des quorums variables pour l'approbation nécessaire en cas d'exécution. Ce n'est qu'en Bavière, en Hesse, à Hambourg et en Saxe qu'il n'y a pas de quorum d'approbation une fois qu'une initiative a été approuvée en vue d'un vote. La disposition, selon laquelle les questions financières directes ne peuvent faire l'objet de référendums, se retrouve à tous les niveaux.

Dans les Länder, les possibilités de vote existantes ont été et sont toujours utilisées de manière plus ou moins intensive par les citoyens – dépendamment de la taille des obstacles. Au fil des décennies, il y a eu des milliers de votes en Allemagne au niveau des Länder et des communautés.

Au niveau des Länder, 17% de toutes les demandes de référendums ont été acceptées.<sup>2</sup> Les exemples les plus connus sont l'initiative récemment couronnée de succès pour protéger les abeilles et donc aussi la nourriture en Bavière, ou encore le vote antérieur sur la protection des non-fumeurs. Il y a quelques années, un vote sur le projet de la gare *Stuttgart 21* en Bade-Wurtemberg a eu lieu. A Hambourg, il y a aussi eu un vote impor-

Les Länder de l'Allemagne	Pourcentage de citoyens nécessaire pour la demande d'un vote	Pourcentage de citoyens nécessaire pour l'approbation d'un vote
Bade-Wurtemberg	16,7	33,3
Bavière	10	0
Berlin	7	25
Brandebourg	ca. 3,8	25
Brême	5	20
Hambourg	5	0
Hesse	20	0
Mecklembourg-Poméranie-Occidentale	ca. 8,9	33,3
Basse-Saxe	10	25
Rhénanie-du-Nord-Westphalie	8	15
Rhénanie-Palatinat	ca. 10	25
Saare	7	25
Saxe	ca. 13,2	0
Saxe-Anhalt	11	25
Schleswig-Holstein	ca. 3,6	15
Thuringe	8-10	25

(Tableau wikipedia et cf.)

tant sur la politique de l'enseignement – et beaucoup d'autres projets, souvent très peu connus des personnes qui n'étaient pas directement concernées.

Par ailleurs, il est également possible d'avoir des votes au niveau fédéral: sur la structure des Länder. Cette possibilité a également été utilisée entre les années 1950 et 1990 et a conduit, en partie, à la création de nouveaux Länder (Sarre, Bade-Wurtemberg) ainsi qu'au rejet de nouvelles réglementations (Rhénanie-Palatinat, Basse-Saxe, Bade-Wurtemberg, Berlin, Brandebourg).

De nombreuses décisions politiques ont d'ailleurs déjà été prises dans le sens de la volonté supposée des citoyens, afin d'éviter des votes «menaçants». Exemples récents: il y a quelques années, le Conseil municipal de Cologne s'est prononcé contre la construction d'un nouveau théâtre; en 2018, le gouvernement du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, nouvellement élu, a opté pour la réintroduction du lycée de neuf ans, avant même que les signatures recueillies

aient été déposées. Ce n'est pas un comportement glorieux pour représenter les actions démocratiques des élus, car le souverain n'a évidemment pas pu voter.

### Quelques perspectives

Il existe donc des traditions de démocratie directe en Allemagne, mais elles peuvent être largement améliorées. Les quorums devraient être abaissés au niveau des Länder et des communes. Un quorum d'admission d'environ 5% des votants peut être justifié et nécessite déjà une large discussion entre les auteurs d'un projet et les concitoyens. Mais si une initiative est acceptée pour être soumise au peuple, il ne faudrait pas exiger un taux minimum de voix positives. Au contraire, il devrait y avoir un soutien officiel et neutre pour une cause démocratiquement légitimée afin qu'elle puisse se faire connaître. Il serait alors la liberté de chacun de participer au vote ou non.

Au niveau fédéral, une simple modification de la Loi fondamentale et de la loi d'application doit créer la possibilité d'un vote direct.

Nouvelle publication parue aux Editions Zeit-Fragen

### L'idée coopérative – patrimoine culturel de l'humanité

En 2016, l'«idée coopérative» a été déclarée patrimoine mondial immatériel par l'Unesco. Cette adoption vise à protéger l'idée tout en faisant connaître la valeur de son modèle économique. L'impulsion d'inclure l'idée coopérative dans le patrimoine mondial immatériel fut lancée en 2014 par *Dietmar Berger*, président de longue date de l'Association des coopératives d'Allemagne centrale. L'Association *Raiffeisen* et la Société *Schulze-Delitzsch* se sont associés à cette idée et ont soumis conjointement la demande à l'Unesco.

Pour honorer la reconnaissance de l'idée coopérative comme patrimoine mondial, la *Coopérative Zeit-Fragen* a organisé deux événements dans le cadre de la Foire du livre de Leipzig 2017.

Les participants à la table ronde étaient *Dietmar Berger*, président de longue date du *Mitteldeutscher Genossenschaftsverband*, *Markus Hanisch*, titulaire de la chaire Raiffeisen à l'Université Humboldt de Berlin («Economie des coopératives rurales»), *Richard Werner*, directeur du *Center for Banking, Finance and Sustainable Development*, *Eva-Maria Föllmer-Müller*, psychologue et rédactrice du journal «Zeit-Fragen» et *Jean-Paul Vuilleumier*, président de la *Coopérative Zeit-Fragen*.

Les fondements éthiques et anthropologiques de l'idée coopérative sont toujours d'actualité et doivent être préservés et développés pour les générations futures. L'ONU avait déjà proclamé 2012 «Année des coopératives» et a ainsi honoré les coopératives avec leurs 800 millions de

membres dans plus de 100 pays. Les coopératives luttent contre la pauvreté, créent des emplois et favorisent l'intégration sociale. C'est une raison suffisante pour s'occuper des coopératives et de leurs fondements historiques, socio-éthiques, économiques et pratiques. (Préface de la brochure)



La brochure de 70 pages peut être commandée à l'adresse suivante: *Genossenschaft Zeit-Fragen, case postale, CH-8044 Zurich; Courriel: abo@zeit-fragen.ch, pour 10.- frs plus frais de port.*

Les citoyens pourraient alors également voter sur les questions relevant actuellement de la compétence de l'Etat fédéral, selon l'art. 73 de la Loi fondamentale. Par exemple, les questions relatives à la politique étrangère et au commerce extérieur, y compris les opérations de guerre et les ventes d'armements! Les propositions pour une modification aussi simple de la Loi fondamentale existent depuis longtemps,<sup>3</sup> mais elles doivent encore être développées. Il manque également toujours un autre élément important: une nouvelle perspective.

L'association «Mehr Demokratie» [Davantage de démocratie], qui travaille depuis de nombreuses années sur des propositions concrètes pour introduire les votes populaires au niveau fédéral, ne s'engage malheureusement pas pour que les citoyens puissent, par exemple, voter sur des questions fiscales ou des questions touchant directement aux finances. Mais pourquoi les citoyens n'auraient-ils pas le droit de voter à tous les niveaux sur toutes les questions que traitent leurs représentants parlementaires? On prétend que le citoyen n'est pas suffisamment compétent pour cela. Un coup d'œil en Suisse, où cela est possible, prouve le contraire.<sup>4</sup> Un simple regard sur le comportement de nos parlementaires suffit pour émettre d'autres doutes sur la compétence professionnelle de ceux qui décident jusqu'à présent à notre place.

Tout aussi important, le fait que le débat public omet souvent l'aspect que les votes ne peuvent se substituer au travail parlementaire législatif. Les votes sont toujours des votes pour ou contre un sujet plus ou moins vaste, souvent en lien avec d'autres sujets non inclus dans le sujet du vote. Et il est loin d'être vrai que les gens n'ont qu'une seule opinion sur un sujet qu'ils expriment tous sans équivoque quand on la leur demande. L'histoire de la législation agricole en Suisse en est un excellent exemple.<sup>5</sup> Elle montre à quel point les initiatives des petits agriculteurs, des grands agriculteurs, des écologistes, des défenseurs des droits des animaux, etc. n'ont pas influencé le même sujet dans la même direction. Il a fallu de longues années de médiation entre les parlementaires et les auteurs des projets à soumettre au vote. Dans une culture politique comme celle de la Suisse, l'ouverture est plus grande de part et d'autre que chez nous en Allemagne. Dans ce domaine, notre culture politique, souvent amoureuse des conflits a, de toutes parts, encore beaucoup à apprendre. De tels débats seraient un élément important de l'éducation populaire.

Comme dans la démocratie en général, lors de vote populaires, le but n'est pas d'obtenir la victoire finale d'une majorité sur une minorité (ou même d'une minorité active sur une majorité silencieuse); on ne cherche même pas de savoir si «la volonté du peuple» est appliquée ou opprimée; il s'agit de s'intéresser aux règles et aux institutions qui permettent des médiations équitables et, finalement, aux solutions qui peuvent être trouvées pour les différentes opinions et intérêts du peuple. On s'intéresse à la participation des citoyens à ce processus.

Nous devons utiliser les possibilités qui s'offrent déjà à nous en tant que patrimoine historique et, le cas échéant, les améliorer au mieux. Pour cela, nous devons cesser d'écouter les profondes analyses confirmant la malignité des forces dominantes et la stupidité du peuple dominé – ce qu'il faut c'est la volonté d'agir, ici et maintenant. Telle est notre tâche en tant que citoyen et souverain. Assumer volontairement et sans nécessité la responsabilité de la formation de la communauté dans le sens du bien commun est une réalisation intellectuelle qui exige avant tout une formation historique. C'est également une réalisation empathique qui exige le sens de la communauté. Malheureusement, notre pratique constitutionnelle a favorisé le personnel politique ayant souvent d'autres motivations. Vouloir revendiquer la fin de notre démocratie est une «explication» bien commode pour ne pas participer au «système», mais c'est une erreur fondamentale. La fin de la démocratie risque de survenir si nous ne

# Le travail: mal nécessaire ou satisfaction et épanouissement personnel?

par Marita Koch, enseignante spécialisée

«Nous avons de la peine à trouver des personnes qualifiées et motivées qui soient prêtes à s'engager pour l'entreprise et à travailler le samedi.» Ce sont les propos de Monsieur et Madame Bieker, propriétaires d'une entreprise familiale moyenne dans une grande ville allemande. Ils dirigent cette entreprise de fabrication de cuisines haut de gamme et sont réputés pour leur sérieux et leurs compétences dans la satisfaction apportée à leurs clients. Cela nécessite d'excellentes connaissances et beaucoup d'expérience dans l'artisanat et le commerce.

Récemment, ils cherchaient un nouvel employé pour le conseil, la planification et la vente. Un jeune homme bien qualifié se présenta. M. et Mme Bieker l'auraient volontiers engagé. Toutefois, quelques obstacles s'affichèrent: le jeune homme avait des prétentions salariales dépassant de plusieurs fois celles de l'entrepreneur. De plus, le candidat ne voulait en aucun cas travailler le samedi. Cependant, ceci est difficile pour une entreprise individuelle, dont les clients aiment se laisser conseiller le samedi. En outre, le candidat voulait travailler une journée à la maison et déclara lors du premier entretien qu'il avait quatre enfants et que si l'un d'entre eux tombait malade, il resterait à la maison. Nous ne donnons ici qu'une partie du catalogue des revendications. En conséquence, l'entrepreneur renonça à embaucher ce candidat.

## De moins en moins d'artisans

Ce ne sont pas seulement les entreprises individuelles qui font face à de telles attitudes préventives. Dans d'autres branches aussi, il manque de la main d'œuvre qualifiée: ainsi, selon les dires M. et Mme Bieker, ils doivent commander les peintres et les carreleurs, dix semaines à l'avance pour la rénovation d'une cuisine. Cela est pareil dans toute la République fédérale. Dans d'autres professions artisanales, il manque aussi des ouvriers – par exemple, les boulangers et les bouchers sont toujours plus difficiles à trouver. En chiffres: De 2008 à 2017, le nombre d'entreprises de boulangerie et de boucherie en Allemagne ont baissé de 20%. Dans la branche alimentaire, environ 58 000 places d'apprentissage n'ont pas été occupées entre 2014 et 2018. Une grande entreprise familiale implantée de longue date fabriquant des appareils électro-ménagers haut de gamme a de la peine à trouver des techniciens et des ingénieurs, parce qu'elle se trouve à Gütersloh, en Rhénanie du Nord Westphalie et cette ville n'a pas la réputation d'être «dans l'air du temps». Pour les entreprises situées à Munich ou Berlin, la situation est autre, celles-ci trouvent plus facilement du personnel, car ces villes sont «chic et sexy» et offrent beaucoup de possibilités pour faire la fête.

Comment cela va-t-il de pair avec les nombreux travailleurs pauvres existant aussi en Allemagne? Des gens obligés à avoir deux emplois pour boucler les fins de mois ou

## «Une démocratie plus directe ...»

suite de la page 5

continuons pas à développer et à utiliser ce que nous avons.

Les structures institutionnelles et les réglementations légales facilitant la participation des citoyens à la vie politique favoriseront cette participation. Une participation plus directe des citoyens à la vie politique compliquera la vie des acteurs politiques qui ont des tendances négatives non orientés vers le bien commun et les débats honnêtes. Telle est la perspective pour une démocratie durable. •

ceux qui, malgré leur emploi à plein temps, ne gagnent pas suffisamment et doivent quémander l'aide sociale. J'apprends que ces gens-là exercent des métiers extrêmement mal payés: travaux de magasinage, intérieurs, main-d'œuvres non qualifiées. Ce sont des personnes mal formées ne disposant pas de connaissances de base pour exercer un métier artisanal. Et ceci bien que l'Allemagne ne soit pas un pays en voie de développement, qu'elle a (ou avait?) une bonne formation scolaire et possède – à l'instar de la Suisse et de l'Autriche – un système dual de formation professionnelle.

«Artisanat – c'est trop pénible pour nous» était récemment le grand titre du journal allemand «Bild». <sup>1</sup> En Suisse, ce n'est pas beaucoup mieux. Les métiers artisanaux classiques ne sont plus à la mode chez les jeunes, déclare Armin Broger, de l'Association des arts et métiers du canton de Thurgovie. <sup>2</sup> Dennis Reichard de la Chambre de commerce et d'industrie de Thurgovie ajoute: «Nous avons toujours plus de problèmes à trouver suffisamment de main d'œuvre qualifiée pour les former. Nos entreprises économiques souffrent de l'émigration des jeunes travailleurs bien qualifiés dans les métropoles.» <sup>3</sup>

Pour comprendre cette situation – et pour réfléchir sur la manière dont on pourrait y remédier – on doit prendre différents éléments en considération. D'un côté, le fossé entre les individus bien qualifiés exprimant leurs exigences et ceux dont la formation ne suffit à peine pour des emplois d'auxiliaires, se creuse toujours plus. On s'interroge alors sur la qualité de la formation scolaire qui, malgré des investissements massifs dans le domaine de la formation, «forme» un nombre croissant d'individus de moins en moins bien qualifiés. *Horizons et débats* revient régulièrement en détail sur les diverses raisons de cette situation.

## Vivre à sa guise dans le monde professionnel?

On s'interroge de plus en plus sur l'attitude de la jeune génération envers le travail. En tant qu'enseignant des trois dernières classes de l'école obligatoire, on prépare les élèves à la vie professionnelle. Pour cela, on a le soutien des manuels scolaires. Cependant, ces manuels établissent aujourd'hui des priorités formant plutôt des obstacles à une initiation raisonnable à la vie professionnelle. Ils proposent aux élèves une considération intensive de leur propre état d'esprit et de leurs besoins personnels. La question centrale n'est pas: à quelles exigences dois-je répondre dans cette profession? Mais plutôt: quelles avantages puis-je exiger? Où est-ce que je me sens bien? Qu'est-ce qui me plaît le plus? Les gens sont-ils gentils avec moi? Ai-je suffisamment de vacances et pas trop d'heures de travail? Est-ce que je gagne assez et ce métier m'apporte-t-il du prestige? Il va de soi qu'un métier devrait plaire, ce n'est pas là le problème. C'est plutôt une question de la pondération. Quand des adolescents préparés de cette manière doivent décrire dans un rapport de stage leur première journée dans l'entreprise, on lit souvent: «Tout le monde était gentil avec moi.» Beaucoup ne savent souvent pas quoi dire sur l'entreprise, parce que leur attention ne portait pas sur cette question. On n'apprend donc presque rien sur les activités de l'entreprise, mais on connaît presque toujours l'heure de la pause et celle de la fin du travail. Quand ils doivent s'atteler à une activité prolongée sans alternance, ils sont nombreux à se plaindre que le travail est ennuyeux. Ainsi, les élèves persévèrent dans la même voie apprise à l'école: exprimer ses exigences. L'important ne sont pas leurs performances, leur contribution, mais qu'on soit gentil avec eux et qu'on ne leur en demande pas trop. Il faut que tout fasse plaisir. Ils arrivent le matin à l'école, ils se laissent enseigner, entretenir, divertir par les enseignantes et les enseignants, participent, si cela les intéresse, se plaignent quand ils «s'ennuient» ou quand ils ne comprennent pas, etc. Trop souvent, ils ne se sentent aucunement responsable de ce qui se passe pendant les cours.

Souvent on ne les a familiarisés ni au foyer parental ni dans les écoles avec la pensée qu'eux-mêmes ont une importance – et que d'accomplir un effort apporte beaucoup plus

de plaisir et de satisfaction que la consommation passive. Le psychiatre pour enfants et adolescents Michael Winterhoff met en garde: «Il est à prévoir qu'un nombre croissant de jeunes gens incapables de travailler vont à l'avenir grever les caisses sociales actuellement déjà sous pression ou quasiment vides. Mais les risques potentiels encore plus importants au niveau de la société reposent sur le fait qu'un nombre croissant de jeunes gens vont dans un proche avenir manquer de toutes compétences sociales. Ces gens vivent uniquement pour le plaisir, hic et nunc, sans gaspiller des pensées à l'avenir. Ils ne sont pas en mesure d'assumer des responsabilités, ni pour eux-mêmes ni pour autrui, ni dans une relation privée ni dans le contexte professionnel. Comme des petits enfants, ils exigent toujours tout pour eux-mêmes et dérangent ainsi considérablement la paix sociale.» <sup>4</sup> Sarah Konrath, une psychologue américaine, a publié en 2011 une étude, dans laquelle elle a pu prouver à l'aide de tests standards que les jeunes d'aujourd'hui montrent en comparaison avec leurs collègues d'il y a 20 ou 30 ans une capacité d'empathie réduite de 40% à la suite d'une consommation excessive de médias. <sup>5</sup> Et moi-même d'ajouter: les jeunes n'ont pas l'occasion de ressentir la satisfaction de pouvoir contribuer positivement à une œuvre commune, à une activité commune, lorsqu'ils sont absorbés par des divertissements de tous genres et la consommation de médias. La vraie satisfaction ne peut être consommée, elle n'émane pas du smartphone ni du parc d'attractions. Elle résulte de l'effort, de la capacité de surmonter des difficultés par ses propres forces, du fait de contribuer à une cause commune importante se démontrant non seulement dans les évaluations scolaires mais également dans la vie réelle.

## Confiance en soi suite à des contributions dans la vie réelle

Exemples: Un élève de 13 ans a l'occasion de l'aider un couvreur dans son travail. Le toit n'était pas encore entièrement couvert quand il commence à pleuvoir des cordes. Tout de suite, les ouvriers forment une chaîne pour assurer le transport des tuiles et pour finir de couvrir le toit aussi rapidement que possible – l'adolescent est au centre de l'action, un maillon important de la chaîne. Sa fierté était immense lorsque le travail était accompli! De telles expériences rendent forts, font naître la joie d'un travail accompli et de la prise de responsabilité. De temps en temps, on a à faire à des élèves réalisant dans un stage une confrontation réelle face à un défi qui apporte une réelle contribution dans le monde des adultes, non seulement une activité proposée pour des raisons pédagogiques mais réellement indispensable pour l'entreprise. Une jeune femme, accomplissant un stage prolongé dans une librairie en fin d'année, est chaque soir totalement exténuée mais heureuse suite à l'intensité du travail pendant la période de Noël. Un jeune homme fait l'expérience d'avoir du succès avec ses conseils donnés aux clients dans un magasin de sport. Le psychologue pour enfants et adolescents Allan Guggenbühl constate: «Au travail, les adolescents et les enfants apprennent qu'ils sont importants.» <sup>6</sup>

Quand des jeunes gens retournent à l'école, ils semblent souvent plus mûrs. Ils se situent différemment dans la vie, apprennent mieux, reconnaissant mieux le sens de l'apprentissage. Ainsi, on peut presque parler de crime quand on tente à tout moment de «divertir» les jeunes, on ne les prend pas au sérieux en leur demandant dès la petite enfance quels sont leurs «besoins». On ne les prend pas non plus au sérieux en les abreuvant de logiciens d'apprentissage autonome. Les prendre vraiment au sérieux n'est possible qu'en leur donnant, dès la petite enfance, des tâches à résoudre en fonction de leur âge, leur apprendre à assumer de petites responsabilités pour leur permettre de se sentir important comme membre de la communauté familiale. Winterhoff place les relations entre parents et enfants, entre enseignants et élèves au centre. Il voit une cause dans le comportement souvent immature d'une partie de la jeunesse dans le désir de nombreux parents et enseignants de créer une relation de parte-

nariat avec les enfants, au lieu de rester des adultes. «Les parents ne sont pas en priorité des amis, des partenaires ou accompagnants de leurs jeunes enfants. Ils sont leur ange gardien, leur modèle qui les dirige de manière positive.» <sup>7</sup> Selon Winterhoff les relations sont également primordiales à l'école: «Les enseignants sont souvent réduits au niveau d'accompagnateur n'étant pas là pour transmettre les matières fondamentales mais pour observer et accompagner l'apprentissage autonome des enfants.» <sup>8</sup>

## Travail des enfants? Travail des enfants!

Guggenbühl plaide pour une nouvelle sorte de travail des enfants. Il la délimite du travail des enfants des époques anciennes, lorsque le travail des enfants était souvent nécessaire pour atténuer la grande misère des familles. Les enfants ont souvent beaucoup souffert suite aux conditions de travail misérables. C'est pourquoi on a finalement interdit le travail des enfants. Mais aujourd'hui, selon Guggenbühl, «nous avons dépassé le but. Les enfants sont forcés à ne pas travailler. Ne pas travailler et devoir se consacrer uniquement à l'ordinateur est souvent vécu par les enfants plus âgés comme une dévaluation. Ils se sentent diminués, car ils ne peuvent rien contribuer de positif à la société: c'est un avilissement et non pas un privilège.» <sup>9</sup> Il décrit de manière impressionnante comment, dans une école à Kyoto, les élèves sont activement impliqués dans l'entretien de l'école, de l'accueil des hôtes etc. A son avis, les élèves de cette école ont montré «une grande confiance en eux-mêmes et d'excellentes compétences!» Il plaide pour que les enfants à partir de neuf ans travaillent un ou deux jours par semaine en gagnant de l'argent et il fait des propositions concrètes pour les types de travaux se prêtant pour les différents âges et comment on pourrait accompagner et régler ces activités pour que les enfants puissent réellement en profiter sans dommage. <sup>10</sup>

Une proposition méritant un débat sérieux. Nous devons également repenser notre comportement éducatif au foyer familial et à l'école si nous voulons permettre à notre jeunesse d'avoir une activité professionnelle réellement satisfaisante et pour notre société de bons professionnels et une économie saine. •

<sup>1</sup> «Bild» du 16/2/19

<sup>2</sup> Thurgauer Zeitung du 6/2/19

<sup>3</sup> idem.

<sup>4</sup> Winterhoff, Michael. *Persönlichkeiten statt Tyrannen. Oder: Wie junge Menschen in Leben und Beruf ankommen.* Munich 2010, p. 15

<sup>5</sup> Konrath, Sarah. *Changes in Dispositional Empathy in American College Students Over Time.* 2011

<sup>6</sup> Guggenbühl, Allan. *Für mein Kind nur das Beste.* Zurich 2018, p. 206

<sup>7</sup> Winterhoff, a.a.O., p. 162

<sup>8</sup> idem., p. 160

<sup>9</sup> Guggenbühl, a.a.O., p. 198

<sup>10</sup> idem., p. 197

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

<sup>1</sup> Rainer Mausfeld en est un exemple. *Phänomene eines «Tiefen Staates» als Erscheinungsbild des autoritären Kapitalismus*, in: Mies, Wernicke (Hg.). *Fassadendemokratie und tiefer Staat*, Wien 2017

<sup>2</sup> Rudzio, Wolfgang. *Das politische System der Bundesrepublik Deutschland.* Wiesbaden 2019, p. 295

<sup>3</sup> [www.mehr-demokratie.de/gesetzentwurf/](http://www.mehr-demokratie.de/gesetzentwurf/)

<sup>4</sup> Wüthrich, Werner, [www.zeit-fragen.ch/de/ausgaben/2017/nr-2728-7-november-2017/steuern-und-finanzen-in-der-schweiz-vom-volk-bestimmt.html](http://www.zeit-fragen.ch/de/ausgaben/2017/nr-2728-7-november-2017/steuern-und-finanzen-in-der-schweiz-vom-volk-bestimmt.html)

<sup>5</sup> <https://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2017/n-2223-18-septembre-2017/agriculture-et-democratie-directe-4e-partie.html>

# Mary Ainsworth nous a ouverts à une compréhension de nous-mêmes et de nos enfants

par Klaus et Karin Grossmann\*

Le 21 mars marquait le 20<sup>e</sup> anniversaire de la mort de *Mary Ainsworth*, née *Salter*. Elle était une psychologue de Toronto, née le 1<sup>er</sup> décembre 1913 à Glendale, Ohio, USA. Elle aurait eu 106 ans en 2019. Deux coïncidences ont déterminé sa carrière scientifique qui a fondamentalement changé nos connaissances actuelles et le regard éclairé et approprié avec lequel nous traitons nos enfants aujourd'hui. D'abord, en 1950, elle a accompagné son mari *Leonard* à Londres, où il a pris un poste de docteur. Mary était une épouse sans emploi officiel. Dans une annonce dans le «*London Times*», un certain *John Bowlby*, psychanalyste, proposait un poste de recherche pour un projet sur l'impact des séparations précoces entre mère et enfant sur le développement de la personnalité.

## John Bowlby

John Bowlby, plus âgé de 6 ans que Mary Ainsworth, en était à la dernière étape d'un rapport détaillé pour l'*Organisation mondiale de la santé* (OMS) à Genève sur l'importance des soins maternels pour le développement mental des enfants séparés de leurs parents, majoritairement à cause d'événements politiques. Le rapport fut publié en 1951; il n'est paru en allemand que 22 ans plus tard, en 1973. Une version facile à lire pour les profanes de 1965 a connu de nombreuses nouvelles éditions, dont la traduction allemande ultérieure (cf. Grossmann, 2018). Mary Ainsworth ne semblait d'abord pas spécialement intéressée par ce travail. Après trois ans, elle quitta le groupe de travail de Bowlby, à la fin de 1953, et partit avec son mari à Kampala, Ouganda – la deuxième coïncidence – encore une fois sans y avoir elle-même un emploi.

A Londres, elle avait été une collègue de *James Robertson*, un ancien mécanicien et homme à tout faire pour les questions techniques à l'*Institut Anna Freud*. Sous l'égide d'*Anna Freud*, il était devenu un observateur exceptionnel des jeunes enfants qui, après une séparation involontaire de leur mère, devenaient apathiques et incapables de s'adapter aux exigences habituelles d'un foyer pour enfants. Ses rapports écrits étaient d'une qualité sans précédent. Un film révolutionnaire sur *Laura*, une fillette de deux ans hospitalisée, à l'époque sans la consolation de ses parents en raison d'une réglementation stricte des visites, marque la fin de la séparation institutionnelle des enfants et des mères. Un mouvement a vu le jour, «*Enfant à l'hôpital*», qui a été activement repris dans de nombreux pays et associations régionales. D'autres films de *Joyce Robertson* sur la souffrance des jeunes enfants séparés involontairement dans un foyer pour enfants («*John*») ou à la maison («*Kate*», «*Thomas*», «*Jane*») impressionnent aujourd'hui encore (*Robertson & Robertson*, 1975).

## Premiers résultats d'Ainsworth à Toronto

A Toronto, Mary Ainsworth a travaillé cliniquement et sur le test projectif de Rorschach. Elle était marquée par la «*security theory*» de son professeur *William Blatz*. Cette théorie

dit: Dès le début du développement, la sécurité de la famille constitue une base essentielle. Tout enfant en a besoin pour développer de nouvelles aptitudes et de nouveaux intérêts, sinon il est trop facilement insécurisé et donc affaibli. Dans ses observations et études empiriques ultérieures, Mary Ainsworth a clarifié ce point et démontré que la sécurité mentale découle essentiellement de la qualité de la rétroaction des parents en réponse aux signaux des besoins et des intérêts des enfants. Ces moyens de s'exprimer font partie des bases naturelles de tout nouveau-né en bonne santé, bien avant qu'il puisse parler. Plus le comportement de leurs éducateurs est fiable par rapport à leurs besoins, plus les jeunes enfants développent un sentiment de sécurité. Pour ce faire, les éducateurs doivent percevoir les intentions de l'enfant, les reconnaître, les interpréter correctement et y répondre rapidement et de manière adaptée. De cette façon, ils deviennent des «*figures d'attachement*». Mary Ainsworth a appelé cela «*sensitivity to the infants' signals*», traduit par «*sensibilité aux signaux émis par le nourrisson*». L'environnement théorique prédominant de l'époque était la théorie de l'apprentissage social, qui reposait sur l'affirmation d'un comportement infantin par des récompenses – le «*renforcement social*». Cependant, cela n'était pas suffisant pour la richesse de l'interaction sociale qui avait lieu dans la réalité.

## Relier les différentes approches en Ouganda

En Ouganda, Ainsworth a observé, vers 1953, de sa propre initiative, 26 familles avec des bébés âgés de 1 à 24 mois, tous les 15 jours pendant 2 heures par visite et durant 9 mois. C'était le moment, où les deux coïncidences mentionnées – Bowlby à Londres et les observations informelles à Kampala – ont été heureusement réunies pour permettre ses découvertes révolutionnaires.

Ainsi débuta une correspondance de toute une vie avec John Bowlby. Mary Ainsworth reconnut l'importance de la façon de penser de John Bowlby, influencée par la théorie de l'évolution de *Darwin* et incluant les découvertes plus récentes de l'éthologie comportementale. Elle s'est souvenue de ses propres analyses des protocoles d'observation précis de *James Robertson* à Londres. Et elle reconnut l'avantage de la méthode d'observation de la psychanalyste *Anna Freud*. Elle fut tellement impressionnée par tout cela qu'à l'époque déjà, à Londres, elle avait l'intention d'utiliser elle-même la méthode des observations naturalistes, si jamais elle en avait l'occasion. Sa plus grande réalisation scientifique fut probablement l'application du principe de base de *Charles Darwin* à l'interaction des jeunes enfants: primo, des observations et des questions, secundo, des modèles explicatifs construits à partir de celles-ci, et tertio, l'analyse de la pertinence du modèle sur la base de nouvelles données, idéalement à l'aide de données obtenues par des expérimentations (*Bowlby*, 1990, p. 336).

## Sensibilité maternelle

L'occasion s'est présentée 11 ans plus tard à Baltimore, où ils avaient déménagé en 1955. Son divorce avec *Leonard Ainsworth* en 1960 fut très douloureux. A Baltimore, Mary Ainsworth dut se familiariser avec les nouvelles exigences professionnelles de la psychologie clinique. Elle put terminer l'analyse exigeante des données d'observation très détaillées de ses expériences et observations en l'Ouganda. Il en résulta un modèle explicatif convaincant et vérifiable: *La sensibilité maternelle face au comportement expressif de l'enfant* (*Ainsworth*, 1967). La troisième étape de la réflexion de *Darwin* – examiner l'adéquation du modèle sur la base de nouvelles données – pourrait donc être abordée.

Avec 5 collaborateurs engagés, on observa à Baltimore – comme auparavant en Ouganda – 26 mères avec leurs nouveau-nés toutes les 3 semaines, pendant 3 à 5 heures, et cela 16 fois pendant la première année de vie. Le cours de toutes les observations fut ensuite enregistré et transcrit, c'est-à-dire raconté dans un langage narratif selon la formula-

tion apprise de *James Robertson*. A partir de ces récits, la qualité de la sensibilité maternelle en réponse aux changements de comportement de l'enfant fut calculée à l'aide de diverses échelles de mesure.

## La «Situation étrange»

Ainsworth documenta l'adéquation du modèle de la sensibilité maternelle par un dispositif expérimental permettant de révéler les diverses stratégies d'attachement de l'enfant d'un an, utilisées lors des retrouvailles après une courte absence de sa mère. Si, malgré le stress provoqué par la séparation, l'enfant se rapproche immédiatement de sa mère en établissant un contact affectueux et étroit, se calmant vite et reprenant rapidement de nouvelles explorations, il se sent sécurisé et confiant des soins affectueux de sa mère. Selon les descriptions de Mary Ainsworth, cet enfant se déplace rapidement et sans hésitation entre la mère en tant qu'«*havre de sécurité*» réconfortant et rassurant et en tant que «*base sécurisante*» protégeant et guidant l'enfant (considéré comme «*confiant/sécurisé*»). Les enfants de mères moins sensibles ont des stratégies d'attachement moins efficaces; notamment dans leur détresse due à l'absence de leur mère, ils ne réussissent pas ou alors que tardivement à établir une proximité rassurante (enfant considéré comme «*anxieux/évitant*»). Ainsworth appela ce test «*Situation étrange*».

Il a été utilisé par de nombreux chercheurs comme test de la sécurité ou de l'insécurité dans la stratégie d'attachement de l'enfant. Cependant, c'est souvent trop tôt, car le développement de l'attachement se poursuit également après la première année de vie. D'autres figures d'attachement peuvent s'y ajouter, en particulier les pères, mais aussi des frères et sœurs plus âgés ou des personnes familières, s'ils se consacrent régulièrement et de manière fiable au bien-être de l'enfant et s'en occupent avec délicatesse.

## De nouvelles publications en psychologie du développement

Les recherches menées à Baltimore ont eu un grand écho en psychologie du développement. Le rapport original a récemment été republié – enrichi par les échelles pour mesurer la sensibilité (*Ainsworth et al.*, 2015). Les études en psychologie du développement fondées sur les conclusions et les recherches de Mary Ainsworth et sur celles qu'elle partageait avec John Bowlby sont nombreuses. Dans nos études de longue durée, de la naissance à l'âge de 22 ans, nous nous sommes également orientés sur ses recherches (*Grossmann & Grossmann*, 2017). La troisième édition du *Handbook of Attachment* (*Cassidy & Shaver*, 2016) est consacrée à Bowlby et Ainsworth: «*avec respect et gratitude pour le travail pionnier de John Bowlby et Mary Ainsworth*». Il comprend 43 contributions de 79 auteurs sur 1011 pages, un index des auteurs de 27 pages et un index des sujets de 28 pages. Le raffinement de la théorie des liens affectifs va d'une référence de 1958 à l'ouvrage de Bowlby intitulé *Nature of the Child's Ties to his Mother* à l'imagerie neuropsychologique actuelle. D'autres sections, chacune avec plusieurs contributions, sont du domaine des aspects biologiques: théorie évolutionnaire moderne, psycho-neuro-immunologie et neurosciences de l'attachement. Le développement des liens au cours de la petite enfance, de l'enfance, de l'adolescence et de la vieillesse est étudié. Parmi les domaines de recherche actuels, inspirés par Mary Ainsworth, se trouvent la psychopathologie et les applications cliniques, la psychopathologie chez l'enfant, les études longitudinales sur l'attachement «*désorganisé/désorienté*», le développement des enfants en famille d'accueil et d'adoption, les différences mentales, la prévention et l'intervention au niveau de la commune.

Les recherches cliniques portent, par exemple, sur l'attachement dans la thérapie des adultes et la thérapie familiale.

## Mary Ainsworth – une vie pour la recherche sur l'attachement

Selon Bowlby, Mary Ainsworth jeta des bases nouvelles et convaincantes pour com-



Mary Ainsworth (photo American Psychological Association)

prendre le développement émotionnel du berceau à la tombe. Elle fut formée par ses expériences londoniennes dans le laboratoire de recherche de John Bowlby au début des années 1950. Sa collaboration de toute une vie avec Bowlby en tant que profond connaisseur des souffrances de l'enfance et son insistance sur les dispositifs expérimentaux et empiriques axés sur l'évolution biologique ont créé des bases solides pour son travail. Son esprit de recherche nous manque pour tenter de comprendre le développement de l'attachement au-delà de la première année de vie aussi bien que ce qu'elle nous a enseigné pour la première année. Mais une chose est certaine: Mary Ainsworth nous a donné une compréhension cohérente de la nature des nouveau-nés qui dépendent de leurs parents pour développer un sentiment fondamental de sécurité psychique et de la confiance en soi.

Cela leur permet de participer tout naturellement à la culture, à sa représentation linguistique et à la communication créative. En outre, elle a créé les bases pour la description des représentations d'attachement des adultes, formées essentiellement à la suite d'expériences d'attachement faites tout au long de la vie. Mais avant tout elle est la marraine fiable d'une nouvelle estime générale dans le vivre-ensemble avec nos enfants qui ne sont plus, comme autrefois souvent, «*corrigés*», «*conditionnés*» et «*châtiés*», mais protégés, encouragés, soutenus et compris dans une relation commune affectueuse.

Un grand merci à Mary Ainsworth!

(Traduction *Horizons et débats*)

## Bibliographie:

- Ainsworth, M.D.S. *Infancy in Uganda. Infant care and the growth of love*. Baltimore: John Hopkins University Press, 1967
- Ainsworth, M.D.S., Blehar, M.C., Waters, E. & Wall, S. *Patterns of attachment. A psychological study of the strange situation*. Classic Edition, New York 2015
- Bowlby, J. *Charles Darwin. A New Biography*. London: Hutchinson, 1990
- Bowlby, J. *Mütterliche Zuwendung und geistige Gesundheit. (Maternal Care and Mental Health. Bulletin of the World Health Organization) 3*, Orig. 1951/1973, p. 355–354
- Bowlby, J. *The Nature of the Child's Ties to his Mother*. *International Journal of Psycho-Analysis*, 39, 1958, p. 350–373
- Bretherton, I. *Die Geschichte der Bindungstheorie*. In: Spangler, G. & Zimmermann, P. (Hrsg.). *Die Bindungstheorie. Grundlagen, Forschung und Anwendung*. Stuttgart 1995, p. 27–49
- Cassidy, J. & Shaver, P. R. (Hrsg.) *Handbook of Attachment: Theory, Research, and Clinical Applications*. New York 2016
- Grossmann, Klaus E., John Bowlby: *Child Care and the Growth of Love* (1965). In: Lück, Helmut, Miller, Rudolf, Sewz, Gabriela (Hrsg.) *Klassiker der Psychologie. Die bedeutenden Werke*. 2., erweiterte Auflage. Stuttgart 2018, p. 209–218
- Grossmann, K. & Grossmann, K. E. *Bindungen – das Gefüge psychischer Sicherheit*. Völlig überarbeitete 7. Auflage. Stuttgart 2017
- Grossmann, K. E. & Grossmann, K. (Hrsg.) *Bindung und menschliche Entwicklung. John Bowlby, Mary Ainsworth und die Grundlagen der Bindungstheorie und Forschung*. 5. Auflage. Stuttgart 2017
- Grossmann, K.E. & Grossmann, K., Mary Ainsworth: *Our Guide to Attachment Research. Attachment and Human Development*, Vol. 1, 1999 p. 224–228
- Robertson, J. & Robertson, J. *Reaktionen kleiner Kinder auf kurzfristige Trennung von der Mutter im Lichte neuer Beobachtungen*. In: *Psyche*, 29, 1975, p. 626–664

\* Klaus E. Grossmann, diplômé en psychologie, professeur émérite de l'Université de Ratisbonne depuis 2003, auparavant professeur titulaire de psychologie à Bielefeld (depuis 1970) et à Ratisbonne (depuis 1977).

Karin Grossmann, psychologue diplômée, scientifique indépendante (Senior Scientist), associée à l'Université de Ratisbonne. Séjours de recherche entre autres aux Etats-Unis, au Japon, en Israël, en Egypte, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Ils ont rédigé de nombreuses publications en allemand et en anglais, par exemple: Karin Grossmann, Klaus E. Grossmann. «*Bindungen – das Gefüge psychischer Sicherheit*» [Les liens affectifs – la structure de la sécurité psychologique]. Stuttgart 2012.

En 2006, ils ont obtenu ensemble le *Bowlby/Ainsworth Award* du *New York Attachment Consortium* et en 2007, le *Arnold-Lucius-Gesell-Preis* de la *Theodor Hellbrügge-Gesellschaft*. Le couple Grossmann représente deux chercheurs des plus renommés dans le domaine des liens affectifs et du développement humain. Depuis 1973, ils se consacrent conjointement aux études longitudinales et interculturelles sur l'attachement et la recherche de la synthèse entre la théorie de l'attachement et le développement de la culture et de la langue dans l'enfant.

# L'art triomphe de la barbarie

## Retour sur le documentaire «Le miracle de Leningrad» et son arrière-plan historique

par Winfried Pogorzelski, ancien professeur de lycée

Le 27 janvier 2019 a été le jour de la commémoration des 75 ans de la libération de Leningrad. Le 22 juin 1941, l'Union soviétique avait été attaquée par les troupes du Reich allemand.

### Le siège de Leningrad et sa libération

Hitler ayant décidé, «de rayer la ville de Pétersbourg de la surface de la terre», l'encerclement se referma autour de Leningrad courant septembre.<sup>1</sup> Près d'un million d'habitants de Leningrad y laissèrent leur vie, mourant de faim, de froid – en particulier pendant l'hiver 1941/42, si froid que les températures chutèrent jusqu'à moins 40 degrés – ou de mort violente, pendant les 872 jours de la durée de siège. Cette barbarie représenta, après l'holocauste, le plus grand crime de guerre des nazis.

Le 9 août 1942, dans la salle de concert du Conservatoire de Leningrad eut lieu la première de la 7<sup>e</sup> symphonie de Dmitri Chostakovitch.<sup>2</sup> Au 355<sup>e</sup> jour du siège, elle avait fait l'objet d'une commande du Soviet suprême voulant soutenir de cette façon le moral de la population. Pour des raisons de sécurité, le compositeur avait quitté Leningrad. Il s'était fixé à Kouïbychev (à présent et depuis 1990, Samara) sur la Volga, au sud-est de Leningrad, pour terminer son œuvre. Un pilote téméraire, qui avait réussi à percer le blocus anti-aérien allemand, avait amené la partition jusqu'à Leningrad en avion de chasse.

### La fiction documentaire «Le miracle de Leningrad»

Cet impressionnant événement a fait l'objet d'un film remarquable de la catégorie «fiction documentaire» de Christian Frey et Carsten Gutschmidt.<sup>3</sup> Les personnages au centre de l'action sont le compositeur Dmitri Chostakovitch, son fils Maxime, Olga Kvade, éducatrice alors âgée de 17 ans, le sous-officier allemand Wolfgang Buff ainsi que le directeur de l'orchestre de radio Leningrad, Karl Eliasberg. Incarnés par des acteurs dans des scènes reconstituées à grands frais, les protagonistes d'alors s'expriment en partie comme des témoins de l'époque. Des extraits d'interviews de spécialistes et les séquences filmées originales livrent des renseignements précieux et d'inoubliables témoignages. De cette manière, les auteurs acquièrent un niveau profond d'immédiateté, proche de la réalité.

### Les héros et leurs destinées

Lorsqu'en septembre 1941 les troupes allemandes achevèrent l'encerclement du siège de Leningrad, ils détruisirent en même temps les rêves d'avenir d'Olga Kvade, jeune éducatrice passionnée de musique qui travaillait dans un orphelinat et aimait par-dessus tout sa ville natale, soudainement détruite: plus le siège durait, et plus la population – dont environ 400 000 enfants – résistait, luttant pour sa survie vingt-quatre heures sur vingt-quatre: la faim, la maladie et la mort étaient omniprésentes, et s'ajoutait en hiver un froid mordant. D'une année à l'autre, des milliers de gens perdirent la vie, et à la fin du siège, on déplorait près d'un million de morts. Pour encourager et soutenir la population et les soldats, la radio émettait en continu.

Dmitri Chostakovitch, natif de Leningrad, travaillait sur sa 7<sup>e</sup> symphonie qui devait devenir un symbole de la résistance. Ayant achevé la composition des trois premiers mouvements, le compositeur fut évacué avec sa famille – contre sa volonté – sur injonction expresse du Soviet suprême afin qu'il puisse terminer son œuvre en toute sécurité. Il avait jusque-là accompli son devoir de surveillant d'ilots au Conservatoire de Leningrad. Chostakovitch termina sa partition en exil. C'est par ces mots qu'il présenta «sa Leningrad» devant les caméras: «Je dédie ma symphonie n° 7 à notre lutte contre le fascisme, à notre victoire certaine sur l'ennemi et à ma ville natale de Leningrad.»<sup>4</sup>

### Répétitions du concert dans des conditions extrêmes

C'est à Karl Eliasberg, directeur de l'orchestre radio-symphonique de Leningrad, que revint l'immense tâche d'exécuter cette œuvre exigeante – d'une durée de 75 minutes, dès que



Le compositeur Dmitri Chostakovitch comme surveillant d'ilots sur le toit du Conservatoire de Leningrad en 1941. (photo mad)

la partition serait à sa disposition. Enfin, elle parvint dans la ville assiégée! En toute hâte, la femme d'Eliasberg retranscrivit les notes de la partition pour les musiciens, qui purent enfin étudier l'œuvre. Les circonstances concrètes compliquaient considérablement le projet, le mettant en danger: il n'y avait plus que treize membres de l'orchestre à disposition. Le reste, soit n'était plus en vie, soit était trop affaibli pour pouvoir faire de la musique. On put finalement retrouver les musiciens nécessaires en faisant des recherches dans les hôpitaux et des annonces à la radio. Tous les protagonistes qui s'employaient à cette grande tâche étaient tourmentés par la faim et les autres privations. Eliasberg parle d'un «tas d'amateurs et de musiciens militaires».

En assumant cette mission – la plus importante de sa vie – le chef d'orchestre subissait une énorme pression. Pourrait-il accomplir son devoir dans un délai si restreint? En cas d'échec de sa part il s'attendait à être liquidé et bien qu'il agissait sous les ordres dictatoriaux du soviét suprême. Il était souvent au bord du désespoir, mais le soutien de sa femme l'empêcha toujours d'abandonner. La combattivité de l'orchestre et de son chef en faisait un modèle pour tous les habitants de Leningrad.

### La représentation et l'impact de la «Symphonie de Leningrad»

Le grand jour arrive pendant l'été 1942. Auparavant Eliasberg fait un discours à la radio, lequel dit ceci: «[...] Chostakovitch a composé cette grande œuvre. [...] L'Europe a cru que Leningrad, c'était fini. Mais cette représentation témoigne de notre esprit de résistance, de notre courage et de notre détermination à combattre. Ecoutez, camarades!»<sup>5</sup>

La symphonie, exécutée dans la salle de concert du Conservatoire de Leningrad, est diffusée en direct à la radio et toute la ville peut l'entendre sur les haut-parleurs. Finalement, la femme d'Eliasberg, émue, félicite son mari: «Tu as rendu l'impossible possible.» Il n'y a pas de fleurs pour le chef d'orchestre; mais l'orchestre et lui récoltent d'énormes applaudissements. La représentation ne manque pas son objectif: elle est considérée comme le moment décisif de la guerre: parce qu'elle a efficacement renforcé l'endurance et la force de résistance des habitants, visiblement émus, et qu'en outre elle a atteint et profondément impressionné les soldats allemands: «Cela nous a fait prendre conscience», dirent après la guerre les anciens combattants allemands au chef d'orchestre Eliasberg, «que nous ne prendrions jamais Leningrad. Nous nous rendions compte qu'il existait quelque chose de plus fort que la faim, la peur et la mort – c'était la volonté de rester des êtres humains.»<sup>6</sup> Dmitri Chostakovitch inclut dans son commentaire une critique massive du stalinisme, lorsqu'il écrit dans ses mémoires, dont l'authenticité est restée contestée jusqu'à nos jours: «J'éprouve une douleur inapaisée quand je pense à tous ceux qu'Hitler a massacrés. Mais je ne ressens pas moins de douleur à la pensée de tous ceux qui ont été tués sur ordre de Staline. Je pleure sur tous les torturés, les assassinés, les morts de faim. Il y en avait déjà des millions dans

notre pays, bien avant le début de la guerre contre Hitler [...]. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on appelle la Septième symphonie, «la Symphonie de Leningrad». Mais elle ne parle pas que du blocus. Elle parle de Leningrad, que Staline a mise à genoux. Hitler n'a fait que mettre le point final.»<sup>7</sup>

### Les souffrances de la guerre au quotidien

Dans le film, on aborde également le point de vue des soldats allemands. Dès le début de sa première affectation en Union soviétique, le jeune sous-officier allemand Wolfgang Buff y est confronté sans ménagements à ce que signifie le combat en Russie: il se rend compte que personne ne va chercher un camarade blessé s'il est dans la ligne de tir. Rempli d'horreur, il s'aperçoit que non seulement le blessé est abattu par l'un de ses camarades, mais qu'on tire aussi sur un autre qui essayait de le sauver! Avec des mots cyniques, le supérieur de Buff commente cette vision cruelle: «Bienvenue en Russie!» Buff, qui est chrétien et croyant, ne peut que balbutier «Seigneur, ayez pitié de nous».

Pendant les mois d'hiver, le ravitaillement passe par camions sur le lac Ladoga. Cependant les morts de froid et de faim font partie de la vie de tous les jours. Un jour, Buff tombe sur un vieil homme russe qui détache à la hache des lambeaux de la carcasse d'un cheval mort gelé. Le jeune soldat allemand dessine alors dans la neige un poisson – le symbole du christianisme – ce qui amène le vieux à se signer. Quand, plus tard, Buff lui-même veut aider un camarade blessé, lui aussi prend un coup de feu; il meurt en prononçant ces mots: «Puisque je tombe, que ce soit alors dans les bras du Père céleste.» Au travers des scènes du film, les événements s'étalent de façon dramatique sous les yeux du spectateur. Joachim, le frère de Wolfgang, lit des citations du journal de guerre du jeune soldat.

Ce destin poignant, et bien d'autres, sont vivement mis en lumière. La rudesse des opérations militaires allemandes apportent dans la ville la privation et la mort, lesquelles exigent de la population des sacrifices d'endurance et de courage. Des images et des scènes filmées en provenance des archives<sup>8</sup> l'illustrent d'une façon angoissante. Il n'y a plus ni électricité, ni eau courante, plus de denrées alimentaires, on consomme de la viande de chat, on fait cuire l'écorce des arbres, on mange de la colle, il y a des cas de cannibalisme, on fait des trous dans la glace sur la Neva pour recueillir de l'eau, on trouve des affamés et des morts – parmi lesquels il y a aussi des enfants – dans les rues, on transporte les cercueils sur des traîneaux tirés par des chevaux... ce que montre la fiction documentaire, au moyen de scènes filmées et des rapports de témoins de l'époque, des extraits d'interviews d'experts le définissent avec précision avec l'historien Sönke Neitzel ainsi que la journaliste et écrivaine britannique Anna Reid.<sup>9</sup>

### La musique comme professeur d'histoire

En 1944, Eliasberg est honoré artiste émérite de l'URSS, puis il tombe dans l'oubli jusqu'à sa mort en 1978. Trois ans plus tôt, Dmitri

Chostakovitch est mort lui aussi – couvert de distinctions honorifiques et d'honneurs – considéré comme l'un des compositeurs les plus considérables du XX<sup>e</sup> siècle, mais il n'avait jamais pu être sûr de réussir à survivre, du temps de la dictature soviétique. La monumentale «Symphonie de Leningrad» à la teneur et au contenu exemplaire – la résistance à la violence et la victoire de l'art sur la barbarie – nous offre jusqu'à aujourd'hui un accès direct, sensoriel, à des événements historiques et à leur répercussion sur les individus.<sup>10</sup> Une fois de plus la musique s'est révélée à nous comme un excellent professeur d'histoire; elle est «l'expression générale de la violence et de la menace, une accusation symphonique intemporelle contre l'injustice, la terreur et l'impitoyable négation de l'individu. Longtemps avant même que la guerre ne commence, Chostakovitch, ainsi que d'innombrables citoyens de l'Union soviétique l'avaient cruellement appris dans leur propre corps pendant la terreur stalinienne des années 1930.»<sup>11</sup>

En 1975, à la fin de sa vie, Chostakovitch résumait ainsi: «En art, cependant, l'objet le plus important reste [...] l'individu, son univers mental, ses idées, ses rêves, ses désirs.»<sup>12</sup> Selon la musicologue Vera Bauer, dans la 7<sup>e</sup> symphonie de Dmitri Chostakovitch, ont trouvé place sur le même rang, «le bruit fondamental qu'émet la violence et la nostalgie profonde de l'humanité.»<sup>13</sup>

<sup>1</sup> D'après: Mijnsen, Ivo. L'autre génocide. Il y a 75 ans, la ville soviétique de Leningrad est libérée du blocus allemand par l'armée rouge. In: «Neue Zürcher Zeitung», 26 janvier, p. 7

<sup>2</sup> Depuis longtemps déjà, la musique traite de la résistance à la violence, à l'injustice et à la guerre. En ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale, on ne peut que penser à l'œuvre célèbre de Benjamin Britten «Requiem», un morceau d'environ 90 minutes pour chanteurs solistes, chœurs, orchestre de chambre et orchestre symphonique, commémorant les morts de la guerre pendant le Blitz et les combats aériens au-dessus de l'Angleterre. Il a été représenté pour la première fois en 1962 dans la Cathédrale de Coventry, récemment reconstruite, et dont l'édifice précédent avait été détruit dans le cadre du bombardement allemand de la ville de Coventry, en grande partie pendant les combats aériens de la Seconde Guerre mondiale pendant la bataille d'Angleterre. Egalement, cf. Bundeszentrale für politische Bildung «Comment traduire la paix en musique?» <http://www.bpb.de/apuz/29179/wie-den-frieden-in-toene-setzen>

<sup>3</sup> La symphonie de Leningrad / le miracle de Leningrad, fiction documentaire, D 2017, 90 minutes, mise en scène: Christian Frey, Carsten Gutschmidt. Caméra: Jürgen Rehberg, Marc Riemer, Tom Bresinsky, Michael Kern, Yuri Ermolin. Montage: Marcel Martens. Production: Gebrüder Beetz filmproduktion (Reinhardt Beetz), en coproduction avec: NDR, NDR/Arte, SWR, RBB, DR, NRK, LVT, Czech TV.

Le film a été et est encore parfois diffusé sur diverses chaînes de télévision, par exemple sur Arte, la ARD et d'autres. On peut depuis assez longtemps le trouver dans les médiathèques correspondantes. On peut en acheter le DVD directement chez le producteur: Gebrueder Beetz filmproduktion Hamburg, Eppendorfer Weg 93a, D 20259 Hamburg, E-mail: [hamburg@gebrueder-beetz.de](mailto:hamburg@gebrueder-beetz.de)

<sup>4</sup> A consulter sur Internet sous <http://www.spiegel.de/einestages/leningrader-sinfonie-von-schostakowitsch-1942-ueberleben-mit-musik-a-1194616.html>

<sup>5</sup> Citation d'après Iken, Katja. «La symphonie de Leningrad. Avec tambours et trompettes contre la terreur». In: *Der Spiegel* du 27 février 2018, à relire sous le titre <http://www.spiegel.de/einestages/leningrader-sinfonie-von-schostakowitsch-1942-ueberleben-mit-musik-a-1194616.html>

<sup>6</sup> idem.

<sup>7</sup> Baur, Vera. La «Symphonie de Leningrad» – procès-verbal véritable, citation d'après le classique BR, <https://www.br-klassik.de/themen/klassik-entdec-ken/schostakowitsch-leningrader-siebte-symphonie-100.html>

<sup>8</sup> L'article de Katja Iken contient également trente photos avec une légende informative ainsi que du matériel filmé.

<sup>9</sup> Reid, Anna. *Leningrad, The Epic Siege of World War II, 1941–1944*, dies.: *Le Blocus, le siège de Leningrad 1941–1944*, Berlin 2011

<sup>10</sup> CD recommandé: Mariinsky Orchestra (Orchestre du Théâtre Mariinsky à St Petersburg), Valery Gergiev, Chostakovitch, *Symphonie N° 7* in C major, Op. 60 «Leningrad», siehe auch: [www.mariinskylabel.com](http://www.mariinskylabel.com)

<sup>11</sup> Vera Baur, a.a.O.

<sup>12</sup> idem.

<sup>13</sup> idem.